

# La stratégie forestière européenne face à l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale en matière de forêts

**Working Paper****Author(s):**

Brioude, Mathieu

**Publication date:**

2004

**Permanent link:**

<https://doi.org/10.3929/ethz-a-005705661>

**Rights / license:**

In Copyright - Non-Commercial Use Permitted

**Originally published in:**

Arbeitsberichte. Internationale Reihe 2004(2)

*Chaire de politique et économie forestière*  
*Département des sciences environnementales*  
*Ecole polytechnique fédérale de Zurich*

***La stratégie forestière européenne  
face à l'élargissement aux pays  
d'Europe centrale et orientale  
en matière de forêts***

***Mathieu Brioude***

*Rapport basé sur un Mémoire DESS*  
*Environnement et Développement Sylvicoles*  
*Université Montesquieu Bordeaux*  
*Année universitaire 2002-2003*

*Zurich 2004*

## **Working Papers International Series Forest Policy and Forest Economics**

### **Series Editor**

Prof. Dr. Franz Schmithüsen

Department of Environmental Sciences

Swiss Federal Institute of Technology (ETH)

Zurich / Switzerland

E-mail: [franz.schmithuesen@env.ethz.ch](mailto:franz.schmithuesen@env.ethz.ch)

## Préface

L'Union Européenne a déjà vécu plusieurs élargissements à de nouveaux Etats membres. En 1957, lors de la signature du traité de Rome, un noyau dur de six pays seulement allait fonder ce qui allait être la Communauté Economique Européenne : l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, la France, les Pays-Bas et le Luxembourg. En 1973, une première vague de trois nouveaux Etats membres dont le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande, se lançaient à leur tour dans l'aventure communautaire. La Grèce, après en avoir définitivement fini avec la dictature, rejoignait la CEE en 1981. Cinq ans plus tard, l'Espagne et le Portugal portaient à 12 le nombre d'Etats membres. Enfin, l'ultime élargissement a eu lieu en 1995 avec l'adhésion de trois nouveaux pays: l'Autriche, la Suède et la Finlande.

Au 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Union Européenne va tourner une page capitale de son histoire en intégrant dans son sein la totalité des Pays de l'Europe Centrale et Orientale, exception faite de la Roumanie et de la Bulgarie dont l'accession a été repoussée en 2007. En effet, c'est la première fois depuis sa création que douze pays s'appêtent en aussi peu de temps à adhérer à l'Union Européenne. Le symbole est double puisqu'il s'agit de véritables retrouvailles entre une Europe occidentale et des pays qui, pour la majorité des candidats, ont été si longtemps plongés dans l'isolationnisme que le communisme et la guerre froide imposaient. Ces pays candidats que l'on nomme habituellement PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) sont au nombre de dix. Il s'agit des trois pays baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie), de la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et enfin de la Slovaquie.

Si l'on revient en arrière, l'élargissement de 1995 à l'Autriche, la Suède et la Finlande présentait un aspect largement méconnu. En effet, l'entrée de ces trois pays allait donner et créer une nouvelle dimension forestière à l'Union Européenne. L'adhésion de l'Autriche, la Suède et la Finlande, trois puissances forestières, signifiait une hausse spectaculaire de la production et des exportations de produits dérivés du bois, renforçait les positions commerciales communautaires dans ce secteur, abaissait le déficit commercial de l'Union Européenne. C'est donc toute une nouvelle stratégie forestière européenne qui allait être repenser.

Les PECO, eux aussi, possèdent des forêts. En 1995, alors que les trois pays "forestiers" entraient de plein pied dans l'UE, cela faisait déjà deux ans, depuis le Conseil de Copenhague en décembre 1993 exactement, que les candidatures des PECO à l'adhésion avaient reçu l'aval de l'UE. Les forêts, bien que largement moins exposées que l'agriculture, plus important secteur des dépenses de l'UE, sont elles aussi comprises dans ce processus de pré-adhésion. Elles peuvent y prétendre doublement car la législation communautaire, à la base de toute stratégie de pré-adhésion, la perçoit sous deux angles certes différents mais non opposés. La forêt est donc reconnue comme une entité économique spécifique avec sa sylviculture et son industrie du bois. Mais elle doit également être l'objet de précautions environnementales. De ces points de vue là, économique et environnemental, les forêts des PECO peuvent donc prétendre bénéficier de mesures proposées dans le cadre de la stratégie de pré-adhésion. C'est ce que cette étude se propose de montrer. Le compte rendu de ces actions concernant ce nouvel élargissement peut permettre de percevoir quelle attention est portée par l'Union Européenne aux forêts.

Au-delà des problématiques politiques communautaires qu'il se propose d'aborder, et qui viennent d'être énumérées, l'article qui suit est tiré d'un mémoire universitaire, intitulé « La stratégie forestière européenne et l'élargissement aux PECO : de la pré-adhésion à l'adhésion. ». Celui-ci a été réalisé dans le cadre du cursus pédagogique du DESS Environnement et Développement sylvicoles proposé par l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. L'origine de cette étude initiale est double. Si celle-ci se devait de répondre aux exigences pédagogiques du DESS, il ne faut pas oublier qu'elle est également un document de travail au service de l'ancienne Direction Générale IV « Commissions et Délégations » du Parlement européen, structure où ce document a été pensé, créé et rédigé.

L'article qui suit est, comme cela a été indiqué plus haut, extrait de la première partie du mémoire, celle qui se rapporte à la phase de pré-adhésion des Pays d'Europe Centrale et Orientale en matière forestière.

Il trouve logiquement sa place au sein de la collection « Séries Internationales » puisque ce rapport se propose de résumer la législation communautaire en faveur de la forêt et voir, par la suite, comment celle-ci a pu influencer les programmes de pré-adhésion en direction des pays candidats. Cette problématique communautaire, qui mêle politique et économie dans le domaine forestier, rentre donc totalement dans le champ de réflexion de cette collection « Séries Internationales » de Zurich.

Le dernier paragraphe d'une préface est traditionnellement réservé aux remerciements. Celle-ci ne dérogera pas à la règle. Je souhaite bien évidemment associer en premier lieu à l'édition de ce document le Professeur Jean-Louis Martres de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. Cette expérience n'aurait pu être possible sans son précieux soutien et ses judicieux conseils. Je tiens aussi à saluer et remercier infiniment M. Angel Angelidis, à présent Conseiller responsable pour la politique forestière, pour m'avoir intégré au sein de sa structure au Parlement européen ainsi que Mme Christine Diebold pour son accueil chaleureux et son aide quotidienne. Un merci également appuyé à toutes les personnes et experts des différentes organisations internationales qui m'ont consacré un peu de leur temps. Enfin je souhaite mentionner le Professeur Franz Schmithüsen pour l'intérêt qu'il a bien voulu porter à cette étude en la publiant mais également pour le plaisir que j'ai eu de collaborer avec lui. Encore tous mes remerciements à toutes les personnes citées ; en espérant pouvoir encore travailler avec chacune d'entre elles dans le futur.

Mathieu Brioudes

# Table des matières

<b>LISTE DES ABREVIATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>A- RAPPEL DES ORIENTATIONS LEGISLATIVES COMMUNAUTAIRES EN FAVEUR DU SECTEUR FORESTIER.....</b>	<b>7</b>
1-LA FORET EN TANT QU'ACTIVITE ECONOMIQUE FAISANT PARTIE INTEGRANTE DE L'AGRICULTURE. ....	7
2- LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES FORETS.....	9
<b>B LE PROGRAMME PHARE .....</b>	<b>13</b>
<b>C- L'ISPA ET LE SAPARD .....</b>	<b>17</b>
1. L'ISPA .....	17
2. LE SAPARD .....	20
<b>D.CONCLUSION.....</b>	<b>27</b>
<b>REFERENCES .....</b>	<b>29</b>
<b>APPAREIL LEGISLATIF .....</b>	<b>32</b>

## Liste des abréviations

<b>FEOGA</b>	Fond Européen d’Orientation et de Garantie Agricole
<b>ISPA</b>	Instrument Structurel de Pré-Adhésion
<b>PAC</b>	Politique Agricole Commune
<b>PECOs</b>	Pays d’Europe Centrale et Orientale
<b>SAPARD</b>	Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development

## A Rappel des orientations législatives communautaires en faveur du secteur forestier

L'Article 32 (38) du Traité de Rome précise que le marché commun ne s'étend pas uniquement au secteur industriel mais également à l'agriculture et aux produits agricoles. Qu'entend-on exactement par la définition assez large de "produit agricole"? L'article 32 (38) définit comme tel « les produits du sol, de l'élevage et de la pêche ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits. » Cette simple terminologie permet de s'apercevoir rapidement de l'absence de toute mention relative à la filière sylvicole.

A l'exception du liège, dont le nom figure sur la liste des produits concernés par le marché commun agricole (chapitre 45) à l'Annexe II du traité, l'exploitation forestière se trouve, par conséquent, écartée d'une politique agricole commune dès les origines de la construction européenne. Cependant le paragraphe 3 du même article 32 (38) permettait au Conseil de remédier au problème en rajoutant des produits à la liste dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du traité. Malgré cette rallonge, l'industrie du bois n'a pas eu droit, ou n'a tout simplement pas voulu, à une place au sein du marché commun agricole.

Cet absence de la filière bois au moment de la création de la Communauté Economique Européenne ne signifie pas pour autant un désintérêt définitif des organismes communautaires vis-à-vis de la forêt. Les mesures qui l'ont concernée, étant donné sa non participation à un cadre juridique fixe et précis comme le marché commun, se sont regroupées autour de deux grandes thématiques:

- la forêt en tant qu'activité économique faisant partie intégrante de l'agriculture,
- la prise en considération des enjeux environnementaux passe forcément par la préservation et la protection des forêts communautaires mais également des écosystèmes forestiers.

Cette nomenclature ne tient pas compte de politiques communautaires plus larges, notamment celles liées au commerce ou bien encore à l'industrie dans lesquelles l'UE s'est également engagée. Elles ont pourtant un réel impact par exemple sur l'industrie de transformation du bois et donc la sylviculture en général. Cependant les références ou l'encouragement de l'UE en faveur de la filière bois peuvent quelquefois se retrouver dans les deux pistes de recherche proposés ci-dessus.

### 1 La forêt en tant qu'activité économique faisant partie intégrante de l'agriculture.

Le bois ne fait donc pas partie de la liste des produits agricoles bénéficiant des subventions prévues par la Politique Agricole Commune. Pourtant cela ne signifie pas une désunion de l'agriculture avec la sylviculture, bien au contraire. L'exploitation forestière est considérée comme faisant partie intégrante de l'agriculture par le biais des fonds structurels destinés à favoriser le développement agricole. D'ailleurs, les premières mesures structurelles communautaires concernant l'exploitation forestière se trouvent dans des textes législatifs qui concernent essentiellement l'agriculture et



les exploitations agricoles. Ainsi le règlement (CEE) n°797/85<sup>1</sup> du Conseil aborde comme sujet " l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture". Malgré la tonalité largement agricole du texte, le Conseil souhaite « certaines mesures d'exploitations forestières spéciales en faveur de ces exploitations agricoles, telles que le boisement des terres productives agricoles, la constitution de brise-vent, de coupe-feu, la création de chemins forestiers et l'amélioration des superficies boisées.» L'exploitation forestière est donc bien considérée comme une activité agricole à part entière.

Les mesures en faveur de l'exploitation forestières s'amplifient au fur et à mesure des années. Toutefois celles-ci conservent un lien assez fort avec l'agriculture tel, par exemple, le règlement (CEE) n°2080/92. Ce dernier crée un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture financé par le FEOGA section "garantie" dans «l'intérêt de l'orientation de la politique agricole commune ». Cependant même si ce règlement (CEE) n°2080/92 vise à une utilisation alternative des terres agricoles et un développement des activités forestières dans les exploitations agricoles, des attributions budgétaires peuvent aussi être allouées à « des personnes privées autre que des exploitants agricoles [qui] sont en mesure de procéder aux boisements des terres agricoles et qu'il s'avère opportun de prévoir des mesures d'incitation s'adressant à ces catégories de personnes.»

Le lien entre agriculture et forêt se retrouve également dans la conception même des règlements "forestiers" puisque celui n°1612/89<sup>2</sup> du Conseil instaurant des mesures provisoires pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits sylvicoles s'appuie en grande partie sur le règlement originel (CEE) n° 355/77<sup>3</sup> concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

Pour y parvenir, le règlement n°355/77 prévoit une allocation budgétaire versée logiquement par le fond structurel de la PAC, le FEOGA section orientation. Ce financement structurel peut également s'appliquer aux produits sylvicoles. Le règlement (CEE) n°1612/89 prévoit « que le FEOGA section orientation, dans la perspective [...] de la politique agricole peut concerner des mesures visant à l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et sylvicoles.» L'un des principaux instruments financiers de la Politique agricole commune intervient donc aussi dans le cadre de l'exploitation forestière.

De manière plus globale, les forêts sont entrées dans le champ d'application du FEOGA section orientation. Le règlement (CEE) n° 4256/88<sup>4</sup> a pour intérêt de rappeler quelles sont les missions qu'il peut soutenir. L'on retrouve notamment plusieurs mesures en faveur de la forêt:

- «amélioration des infrastructures rurales indispensables pour le développement de l'agriculture et de la sylviculture
- le boisement ainsi que l'amélioration et la reconstituions des forêts
- les travaux connexes et des mesures d'accompagnement nécessaires pour la valorisation de la forêt

---

<sup>1</sup> JO n° L 093 du 30/03/1985, p. 001-018.

<sup>2</sup> JO n°L 1612/89 du 15/06/1999, p6-7.

<sup>3</sup> JO n°L 051 23/02/1977 p.1-6

<sup>4</sup> Règlement (CEE) n°4256/88 du Conseil du 19 décembre 1988 portant sur les dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section "orientation", JO n° L du 31/12/1988, p25-28.

- la réalisation de projets pilotes concernant la promotion du développement des zones rurales, y compris le développement et la valorisation des forêts
- le développement de la vulgarisation agricole et sylvicole ainsi que l'amélioration des équipements en vue de la formation professionnelle agricole et sylvicole.»

Le règlement précise enfin que les programmes d'actions structurels financés par le FEOGA, dont les mesures concernant la forêt et l'agriculture, visent le développement des zones en retard et des zones rurales. Le fond structurel de la PAC a donc parmi ses missions les actions visant au développement rural. C'est d'ailleurs ce qui est rappelé dans l'article 1 du règlement (CE) n°1258/99<sup>5</sup> du 17 mai 1999, à savoir que la section "garantie" ou "orientation" du FEOGA, suivant les conditions d'applications, finance les actions de développement rural.

Cette problématique se concrétise par la mise en place du règlement (CE) n°1257/99 qui fait en quelque sorte l'inventaire des secteurs concernés par le soutien financier du Fond structurel que représente le FEOGA au titre du développement rural. Le titre II du présent règlement énonce les "mesures du développement rural". L'agriculture est bien entendu largement concernée par le soutien du FEOGA étant donné qu'il a été créé pour cela. Mais le chapitre VIII et les articles 29,30,31,32 sont exclusivement réservés à la sylviculture et au soutien de son activité (cf. annexes). La notion même de développement rural entend donc un soutien et des mesures importants en faveur de l'exploitation forestière.

Comme il a été possible de le constater dans ce bref résumé, les mesures concernant la forêt ont bien souvent été intégrées dans celles qui concernaient également l'agriculture. La sylviculture est considérée comme une des activités agricoles. Il sera donc capital de s'attarder, dans les mesures de pré-adhésion, sur les dotations budgétaires réservées à l'agriculture pour déceler d'éventuels soutiens financiers à la forêt. L'agriculture et la forêt peuvent également bénéficier de dotations financières dans le cadre du plan d'action en faveur du développement rural. La restructuration et le soutien du tissu rural, et des activités économiques qui vont avec, représente l'un des enjeux majeurs des Pays de l'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion. Le développement rural constitue donc lui aussi, comme le mentionne le règlement communautaire (CE) n°1257/1999, une manne budgétaire capitale pour la sylviculture et de plus est omniprésent dans les mesures de pré-adhésion. Cependant le développement rural comprend également un ensemble de mesures visant à la protection des forêts communautaires. Il s'agit d'un nouveau volet concernant les forêts: celui de l'environnement.

## 2 La préservation de l'environnement et les forêts

L'environnement est devenu une des préoccupations politiques les plus importantes de ces dernières décennies. La protection des forêts fait partie intégrante de ce nouvel enjeu. L'Union Européenne, ou ancienne Communauté Européenne, a pris très tôt conscience du rôle vital que jouent les forêts pour la préservation de la nature. Déjà dans le règlement (CEE) n°269/79<sup>6</sup> du Conseil du 6 février 1979, instaurant une action commune forestière dans certaines zones méditerranéennes de la communauté, il était fait mention du rôle primordial

<sup>5</sup> Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune. (JO n° L 160 du 26/06/1999, p.103-112)

<sup>6</sup> JO n° L 038 du 14/02/1979 p.1

joué par la forêt pour maintenir en état les écosystèmes locaux: « les actions forestières peuvent généralement contribuer à la fois:

- à la conservation et à l'amélioration du sol, de la faune, de la flore et du régime des eaux de surface et souterraine
- à la productivité des terrains agricoles par la constitution de brise-vents et d'abris.»

Deux fléaux menaçant l'existence même de la forêt allaient rapidement être identifiés et mis en exergue: la pollution atmosphérique et les incendies de forêt. Deux règlements visant à lutter contre ces causes majeures de destruction de forêts étaient créés.

Le premier était le règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre la pollution atmosphérique<sup>7</sup>. Tout en rappelant le rôle fondamental que joue la forêt, le texte insiste sur les dommages causés par la pollution et par conséquent l'importance et l'urgence que revêt le règlement. L'objectif premier est de mieux connaître le phénomène pour pouvoir mieux lutter. A cette fin, un inventaire périodique uniforme des dommages causés aux forêts doit rapidement voir le jour. Il doit permettre également, sur la base des données recueillies, de dresser des bilans scientifiques sur l'état sanitaire des forêts face à la pollution atmosphérique. Cet inventaire ne peut être établi que par la création d'un réseau de placettes d'observation. Le constat dressé par le règlement indique qu'il existe une méconnaissance globale du phénomène; c'est pourquoi les observations sur les effets de la pollution et les dommages qu'elle provoque doivent être améliorées. De plus, l'article 6 du règlement (CEE) n°3528/86, crée un comité pour la protection de la forêt qui est composé de représentants d'Etats membres et de la Commission. Il n'a qu'un rôle consultatif mais peut proposer des mesures sur proposition de la Commission.

Le règlement (CE) n°836/94 de la Commission ajoute au n°3528/86 une nouvelle mission facultative: l'analyse et l'enregistrement de la teneur en éléments chimiques des feuilles et aiguilles sur la base du réseau de placettes d'observation déjà en place.

Le 21 octobre 1999, le règlement (CE) n° 2278/1999<sup>8</sup> de la Commission précisait les modalités d'application des programmes nationaux d'observation de la pollution atmosphérique. Ceux-ci sont élaborés par les Etats membres car la forêt ne rentre pas dans le champ d'action d'une politique agricole communautaire. Le principe de subsidiarité s'applique donc. C'est d'ailleurs ce que rappelle l'article 3 du règlement. Il précise comment sont attribuées les dotations budgétaires pour le financement des programmes des Etats membres. Le règlement n° 2278/1999 a donc pour but de préciser les moyens et les obligations des Etats membres pour pouvoir bénéficier des financements en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique de la Communauté.

La lutte contre les incendies de forêts représente le deuxième grand axe de réflexion législative en faveur de la protection des forêts. L'action communautaire se fixe notamment pour objectif de lutter contre les feux de forêts afin de « sauvegarder le potentiel de productivité de l'agriculture<sup>9</sup> ». L'accent est porté, en premier lieu, sur la prévention, c'est-à-dire entreprendre un maximum de mesures pour empêcher le déclenchement du phénomène du feu de forêt ou du moins tenter de réduire au maximum son importance. Pour y parvenir, diverses mesures, dites préventives, sont proposées:

---

<sup>7</sup> JO n° L 326 du 21/11/1986 p.2-4.

<sup>8</sup> JO n° L 279 du 29/10/1999 p. 3- 25

<sup>9</sup> Règlement (CEE) n° 3529/86 du Conseil du 17 novembre 1986 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. JO n°L 326 du 21/11/1986, p.5.

- l'encouragement à des opérations sylvicoles aptes à réduire les risques d'incendie,
- aide à l'acquisition de matériel de débroussaillage,
- création de chemins forestiers, de zones de pare-feu et de points d'eau,
- installation de structures de surveillance fixes ou mobiles,
- organisation de campagnes d'information,
- aide à la mise en place de centres interdisciplinaires de recueil des données et à la réalisation d'études analytiques des données recueillies.

Ces mesures sont, de plus, complétées par l'encouragement fait à la formation de personnels hautement qualifiés ainsi qu'à l'harmonisation des techniques et matériels. Elles sont limitées à des aires géographiques bien précises, là où les incendies sont les plus virulents. Le Comité pour la protection de la forêt créé par l'article 6 du règlement (CEE) n°3528/86 joue également un rôle dans la lutte contre les feux de forêts par les propositions de mesures qu'il peut faire ou les avis qu'il peut donner (Art.4). Le budget alloué à ces actions, à sa création, était de 20 millions d'écus (Art. 5). Il était également stipulé que les mesures de prévention et autres actions complémentaires ne devaient pas dépasser 30% maximum de la dotation globale prévue par la Commission.

Un nouvel élan va être donné à la législation européenne en faveur de la lutte contre les incendies de forêt avec le règlement (CE) n°2158/92<sup>10</sup> du 23 juillet 1992, qui va considérablement renforcer les moyens de prévention; ce que d'ailleurs ne manque pas de souligner le texte: « Pour diminuer en importance les départs de feux et les superficies brûlées, la contribution communautaire doit être axée sur la nécessité de combattre les causes des incendies et de prévoir des mesures de prévention ainsi que des mesures de surveillance ».

Pour y parvenir, le nouveau texte législatif reprend pour l'essentiel les mesures énoncées par le règlement précédent de 1986 en visant "la création ou l'amélioration des systèmes de protection." L'apport essentiel du n°2158/92 provient de la classification du territoire communautaire par degré de risque d'incendie (Art.2). Il existe trois zones de risque avec des définitions précises pour chacune d'entre elles:

- zone de haut risque où "le risque cyclique d'incendie de forêts menace l'équilibre écologique et la sécurité des personnes ou contribue à la désertification rurale",
- zone de risque moyen où les incendies, avec une probabilité moindre que dans le cas précédent, peuvent toutefois menacer les écosystèmes forestiers de manière significative,
- les zones de bas risque concernent toutes les autres régions communautaires.

Les régions à haut risque bénéficient de plans de protection élaborés par les Etats membres, qui après avoir été approuvés par la Commission bénéficient des subventions financières de la Communauté (Art.3). Les objectifs de ces plans sont d'éliminer ou de diminuer les causes d'incendies, d'améliorer les systèmes de lutte ainsi que ceux de prévention et de surveillance. Un nouveau réseau d'information entre Etats membres doit également voir le jour (Art.5) afin de posséder une connaissance commune des feux de forêts et de pouvoir développer des stratégies cohérentes de lutte. La participation financière de la Communauté à l'ensemble de ces actions dépend entièrement du degré de risque d'incendie de la région concernée (50, 30 ou bien 15%). Le budget global est estimé à 70 millions d'écus pour une durée de 5 ans, à partir du 01/01/92.

---

<sup>10</sup> Règlement (CEE) n° 2158/92 du Conseil, du 23 juillet 1992, relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. JO n° L 217 du 31/07/1992, p.3-7.

La publication d'autres règlements concernant la lutte contre les feux de forêts ont essentiellement pour but "d'allonger" la durée d'action du règlement (CEE) n°2158/92. Tel est le cas pour le n° 308/97<sup>11</sup> qui prolonge l'action jusqu'en 2001, ou bien encore le n°1485/2001<sup>12</sup> qui alloue une somme de 49,4 millions d'€ pour la période 1997-2001. Enfin, le règlement (CE) n°805/2002<sup>13</sup> prévoit une durée d'action de 11 ans à partir du 01/01/1992 avec une nouvelle dotation budgétaire portée à 59,9 millions d'€

Il ne serait pas judicieux de conclure ce volet environnemental sans faire mention de la législation communautaire en faveur de la protection de la nature et des habitats naturels dont la forêt, même si elle n'en est pas l'élément central, est bien sûr directement concernée. Celle-ci repose essentiellement sur deux directives. La première, la Directive 79/409/CEE<sup>14</sup> du Conseil du 2 avril 1979, se consacre aux problèmes de la conservation des oiseaux sauvages. C'est surtout la seconde Directive 92/43/CEE<sup>15</sup> du Conseil du 21 mai 1992, qui intéresse plus particulièrement la question forestière car elle se préoccupe de la conservation des habitats naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages.

Son ambition est grande puisque que le texte crée un réseau écologique de zones spéciales de conservation dénommé « Natura 2000 ». Ce texte, marquant nettement la volonté politique environnementaliste de l'Union Européenne, bénéficie de plus d'un outil budgétaire autonome appelé « LIFE<sup>16</sup> » ( Instrument financier pour l'environnement) et doté d'une enveloppe pour 2000-2004 d'un montant de 614 millions d'€ 47% de cette dotation globale sont attribués à la sous-catégorie « LIFE Nature » qui finance directement la constitution du réseau de conservation Natura 2000. Les forêts entrent, bien entendu, dans ce cadre législatif de protection et de préservation prévu par Natura 2000.

Depuis la conférence mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992, la préservation et la protection des forêts sont au centre des enjeux environnementaux actuels. La législation européenne concernant la protection des massifs forestiers face à la pollution atmosphérique et les incendies de forêts n'en prennent que plus d'importance. Une ligne budgétaire (B2-515) dans le budget de l'Union en 2002 leur était d'ailleurs réservée avec un budget en 2002 se montant à 18 millions d'€ Ces deux aspects de la protection des forêts représentent l'essentiel du programme environnemental européen quant à la conservation des forêts européennes, bien qu'étant complété de manière plus diffuse par le programme Natura 2000. Il sera intéressant de voir quelle place les pays candidats lui attribue dans leur budget consacré à l'environnement dans le cadre des mesures de pré-adhésion à commencer par le plus antérieur : le programme PHARE.

---

<sup>11</sup> Règlement (CE) n°308/97 du Conseil du 17 février 1997 modifiant le règlement (CEE) n° 2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. JO n°L 051 du 21/02/1997, p.11-12.

<sup>12</sup> Règlement (CE) n°1485/2001 du Conseil et du Parlement européen du 27 juin 2001 modifiant le règlement (CEE) n° 2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. JO n°L 196 du 20/07/2001, p.4-5.

<sup>13</sup> Règlement (CE) n°805/2002 du Parlement européen et du Conseil du 15 avril 2002 modifiant le règlement (CEE) n° 2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. JO n°L 132 du 17/05/2002, p3-4.

<sup>14</sup> Directive 79/409/CEE du Conseil, du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages. JO n°L 103 du 25/04/1979, p1-18.

<sup>15</sup> Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. JO n°L 206 du 22/07/1992, p 7-50.

<sup>16</sup> Règlement (CEE) n° 1973/92 du Conseil du 21 mai 1992 portant création d'un instrument financier pour l'environnement (LIFE). JO n°L 206 du 22/07/1992, p1. Complété pour la période 2000-2004 du Règlement n° (CE) n° 1655/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 concernant un instrument financier pour l'environnement (LIFE). JO n°L 192/2000, p10.

## B Le programme PHARE

Le programme PHARE n'avait pas vocation, à son origine, à devenir le principal instrument financier et technique de coopération de la Communauté européenne avec les pays candidats d'Europe centrale et orientale (PECOs). Au départ, ce n'est " qu'un" règlement (CEE) n° 3906/89) dont la mission première était de délivrer une aide économique et financière en faveur de deux pays, la République de Hongrie et la République populaire de Pologne<sup>17</sup>. Le montant de cette aide n'est à l'origine, programmé que pour une durée d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 1990 et s'élève alors à 300 millions d'écus. Son champ d'action est large puisque cette aide doit permettre d'entamer un processus de réforme des institutions mais également une restructuration des économies nationales. Les projets visent effectivement certains secteurs économiques importants et traditionnels de la Hongrie et de la Pologne, tel l'agriculture et l'industrie, mais également la formation, l'énergie, la protection de l'environnement (Art.3) ... Ils peuvent être soit directement financés, de manière autonome, par la Communauté, ou bien cofinancés soit avec la participation d'Etats membres ou bien encore la Banque européenne d'investissement, des pays tiers ou bien enfin des pays bénéficiaires eux-mêmes (Art.4).

Avec la chute progressive du bloc soviétique au début des années 90, d'autres pays vont se joindre à la Hongrie et la Pologne pour bénéficier de cette nouvelle aide structurelle qui symbolise un premier rapprochement entre les PECO et la Communauté. Ainsi à la fin de l'année 1991, ce sont les trois pays baltes, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie<sup>18</sup>, qui à leur tour adhèrent à ces financements. L'année suivante, en 1992, c'est la Slovénie, puis en 1993, la scission de l'ancienne Tchécoslovaquie en deux, avec la République Tchèque et la Slovaquie<sup>19</sup>, qui amènent trois Etats de plus à coopérer avec la Communauté. De 1995 à 1996, après les terribles guerres qui les ont vus s'entredéchirer, vient le tour des pays issus des Balkans: la Croatie, la République Yougoslave plus la Macédoine et enfin la Bosnie-Herzégovine<sup>20</sup>. Ce n'est qu'en 2001 que la Turquie devient également partenaire du programme PHARE.

PHARE, à ses débuts en 1990, n'est pas le principal programme financier de pré-adhésion comme c'est le cas aujourd'hui. Son ambition de départ est beaucoup plus limitée. C'est, à la base, un outil chargé de financer des projets de restructuration économique et doté d'un budget de 300 millions d'écus. Le programme couvre une quinzaine de secteurs différents dont les cinq principaux sont le développement du secteur privé et l'assistance aux entreprises privées, les problèmes liés aux infrastructures (énergie, transport, télécommunications), l'éducation, la formation et la recherche, la protection de l'environnement et de la sécurité nucléaire, la restructuration de l'agriculture. Les forêts peuvent donc éventuellement entrer dans trois catégories différentes. La sauvegarde des forêts concerne bien sûr l'environnement. L'abandon du communisme et d'une économie étatique planifiée, laissant donc la place à une économie de marché, vise également l'ensemble de la filière bois dont la sylviculture. Les

---

<sup>17</sup> Règlement (CEE) n° 3906/89 du Conseil, du 16 décembre 1989, relatif à l'aide économique en faveur de la République de Hongrie

<sup>18</sup> Règlement (CEE) n° 3800/91 du Conseil du 23 décembre 1991 (JO n° L 357 du 28/12/1991).

<sup>19</sup> Règlement (CEE) n° 2334/92 du Conseil du 7 août 1992 (JO n° L 227 du 11/08/1992) en ce qui concerne la Slovénie et Règlement (CEE) n° 1764/93 du Conseil du 30 juin 1993 (JO n° L 162 du 03/07/1993) pour ce qui est de la Slovaquie et de la République Tchèque.

<sup>20</sup> Règlement (CEE) n° 1366/95 du Conseil du 12 juin 1995 (JO n° L 133 du 17/06/1995) en ce qui concerne la Croatie; Règlement (CEE) n° 493/96 du Conseil du 11 mars 1996 (JO n° L 065 du 15/03/1996) pour ce qui est de la Macédoine et de la République de Yougoslavie. Enfin Règlement (CEE) n° 753/96 du Conseil du 22 avril 1996 (JO n° L 103 du 26/06/1996)

petites entreprises privées ont donc besoin d'assistance ce que prévoit PHARE. Enfin la forêt peut également être incluse dans la restructuration du secteur agricole.

Le programme PHARE va conserver, tout en intégrant certains pays déjà cités plus haut, cette mission de soutien et de coopération jusqu'en juin 1993 et le Conseil Européen de Copenhague. Ce dernier marque en effet le début des négociations d'adhésion entre les PECO et l'Union Européenne. Le Conseil pose, au cours de ce sommet, les bases sur lesquelles se fonde les principes d'adhésion: amélioration de l'accès au marché, relation privilégiée avec les institutions européennes, encouragement à l'intégration économique et enfin l'UE s'engage à accroître l'efficacité de son aide économique. La Communauté propose, à cet effet, une assistance technique par le biais du programme PHARE « afin de préparer et faciliter d'importantes améliorations d'infrastructure dans les pays d'Europe centrale et orientale». Etant donné la transformation du statut des PECO, qui sont à présent "des pays associés" en voie d'adhésion à l'UE, le programme PHARE évolue également. Sans dénaturer profondément les caractéristiques essentielles du programme, le PHARE mute et devient le principal outil de pré-adhésion permettant de donner les moyens financiers aux pays candidats d'engager les réformes nécessaires à leur adhésion.

Cette rénovation du programme PHARE est accentuée au cours du Conseil européen d'Essen, en Allemagne qui se déroule les 11 et 12 décembre 1994. Le Conseil décide d'amplifier le rôle de PHARE en modifiant de manière conséquente ses statuts initiaux. Certes, le champ d'intervention de PHARE est toujours aussi vaste. Mais il devient, par la décision du Conseil, l'instrument financier permettant aux PECO de lancer les réformes qui doit les amener jusqu'à l'intégration. Le programme financier de l'UE a aussi pour mission d'aider les pays associés et candidats à assimiler l'acquis communautaire. Il dit également soutenir les mesures en faveur du rapprochement des législations et aider à l'entreprise de réformes économiques ainsi qu'à la mise en place d'infrastructures adéquates.

Les deux secteurs dont dépend la forêt, c'est-à-dire l'agriculture et l'environnement, sont également mentionnés par le Conseil. Il rappelle notamment le rôle primordial que joue l'agriculture dans les PECO et la contribution que ce secteur peut apporter pour un développement des pays associés. En ce qui concerne l'environnement, le Conseil européen précise que ces questions ont une importance vitale à la fois pour l'UE et les pays associés. La priorité est d'établir un échange intense d'informations sur des sujets aussi divers que le développement durable, le rapprochement des législations nationales dans ce domaine, appliquer les conventions internationales, etc. Le Conseil conclue qu'« une assistance peut être apportée au titre du programme PHARE afin de contribuer à la réalisation des objectifs fixés<sup>21</sup>. »

Pour y parvenir, il est nécessaire de doter PHARE de ressources appropriées. Le règlement (CEE) n° 3906/89 prévoyait un financement pour la Hongrie et la Pologne uniquement sur une année, bien sûr reconductible. Ce moyen de financement est modifié par le Conseil qui préfère à cette allocation annuelle une programmation pluriannuelle et personnalisée à chaque pays. A Essen, il a été décidé d'élaborer un premier cadre global pour une durée de cinq ans. Les sommes engagées à partir de 1995 représentent un niveau minimum pour les années suivantes jusqu'en 1999. Une ligne budgétaire est également créée dans la section Action Extérieure (B7) sous-section "Coopération avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale et les nouveaux Etats indépendants et la Mongolie " (B7-5). Le chapitre

---

<sup>21</sup> Conseil européen d'Essen des 11 et 12 décembre 1994, Conclusions de la présidence, Annexe II.

qui concerne le programme PHARE est le B7-5 0 sur la " Coopération avec les pays de l'Europe centrale et orientale".

Cependant PHARE ne va pas rester longtemps l'unique instrument financier de pré-adhésion puisque deux autres programmes vont en 1999 voir le jour.

En effet, le 16 juillet 1997, la Commission européenne publie un document très important concernant le futur budgétaire de l'Union à l'horizon 2000-2006. Parmi les thèmes abordés par ce texte, l'élargissement aux PECO tient une place majeure. L'Agenda 2000, c'est son nom, contient les avis de la Commission sur les demandes d'adhésion de la Bulgarie, de la République Tchèque, de la Slovénie et de la Slovaquie. Il prévoit également le cadre financier de soutien du processus de pré-adhésion des pays candidats. L'aide accordée aux PECOS comporte, à partir de l'an 2000, trois volets :

- le programme PHARE,
- Une aide au développement agricole,
- Une aide structurelle dont l'objectif est de permettre aux pays associés à se rapprocher des normes communautaires notamment en matière de transport et d'environnement.

La création de deux programmes de pré-adhésion à coté de PHARE sont donc d'une importance capitale en ce qui concerne les forêts puisqu'à partir de l'an 2000, elles ne sont plus du ressort de PHARE mais « tombent » dans les financements des deux nouveaux instruments agricoles et structurels de pré-adhésion. En effet, ces aides concernent directement les deux domaines dans lequel la forêt est incluse ; à savoir l'agriculture et l'environnement. Le Conseil européen de Luxembourg, en décembre 1997, reprend dans ses conclusions, les nouvelles adaptations de l'aide de pré-adhésion prévues par l'Agenda 2000. Elles confirment et confortent les dispositions prises par la Commission sur ce sujet. L'aide de pré-adhésion est donc augmentée, et la création des deux autres instruments, l'un structurel et l'autre tourné vers l'agriculture, devient un projet concret à réaliser. Ce n'est que lors du Conseil européen de Berlin, les 24 et 25 mars 1999 que le volet de l'Agenda 2000 sur l'élargissement aux PECOS est adopté. Le Conseil prévoit donc officiellement la création de deux instruments complémentaires de PHARE. Le nom sous lesquels ils sont connus aujourd'hui, c'est-à-dire SAPARD et ISPA, ne sont pas à Berlin encore dévoilés. Les dépenses prévues doivent absolument demeurer pour la période 2000-2006 sous un plafond pluriannuel à ne pas dépasser.

Tableau n°1: Prévisions du Conseil de Berlin du financement des instruments de pré-adhésion<sup>22</sup> (en millions d'€ prix de 1999)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Instruments de pré-adhésion	3120	3120	3120	3120	3120	3120	3120
dont :							
PHARE	1560	1560	1560	1560	1560	1560	1560
Instrument agricole (futur SAPARD)	520	520	520	520	520	520	520
Instrument structurel ( futur ISPA)	1040	1040	1040	1040	1040	1040	1040

<sup>22</sup> D/99/1 : Conclusions du Conseil de Berlin, Partie I-Agenda 2000, II- Les nouvelles perspectives financières, paragraphe 8.



Dans le cadre de cette étude, si l'intérêt du programme PHARE vis-à-vis d'éventuelles aides au secteur forestier semble nettement diminuer avec la création du SAPARD (instrument agricole) et de l'ISPA (instrument structurel), il n'en reste pas moins que de 1990 à 1999, PHARE a été l'unique instrument financier de pré-adhésion concernant des domaines où la forêt peut être directement impliquée avec près de 10 229 millions d'€ d'engagements pour la période 1990-1999 qui s'étalent comme suit (en millions €):

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
475.3	769.7	979.6	966.1	946.1	1,114.0	1,207.8	1,135.1	1,153.9	1,481.7

Sur ce total des crédits d'engagements accordés par l'UE aux projets des pays candidats dans le cadre de PHARE, 77,4% de l'ensemble des engagements ont fait l'objet de contrats, soit 7,915.15 millions d'€. Au final 5 589,1 millions d'€ ont été versés pour financer les contrats.

Quant aux deux secteurs les plus concernés par la forêt, l'environnement et l'agriculture, ils ont respectivement bénéficié entre 1990 et 1999, de dotations relativement importantes mais cependant loin d'être les deux secteurs les plus subventionnés:

Tableau n°2: Montant des financements accordés aux secteurs de l'Agriculture et de l'environnement par PHARE (en million €)<sup>23</sup> 1990-1999.

Secteur	Engagements	Contrats	Paiements
Agriculture	622.40	491.36	460.28
Environnement et sécurité nucléaire	954.22	603.90	498.08

En ce qui concerne directement la forêt et le programme PHARE, il est très difficile de connaître exactement les financements du principal instrument de pré-adhésion en faveur du secteur sylvicole ou bien de la protection des forêts, etc. Cependant même si les projets des pays candidats envers la forêt sont rares, il en existe tout de même quelques uns. Ainsi par exemple ce projet de la Pologne d'un programme de protection de la forêt (PL 9403), en 1994. Son montant global est évalué à 12 millions d'Ecus. Ce projet se divise en sept actions principales:

- Lutte contre les parasites forestiers ( 2,6 millions d'écus)
- Modernisation des industries du bois en respectant le développement durable. (4 millions d'ECUS). Cette modernisation doit favoriser les moyens de récolte et de transport du bois. Elle passe donc par l'achat de matériel et d'équipements spécialisés dans le secteur de la sylviculture.
- Reconstitution des forêts endommagées par les activités industrielles environnantes (1,5 millions d'écus). Cette action vise à dépolluer et reconstituer les sols, à replanter et à multiplier les types d'espèces appropriés à l'environnement, mettre en place des méthodes de recherche sur la croissance des espèces en vue d'améliorer leur productivité. Enfin il est nécessaire de promouvoir une "sylviculture durable" afin d'éviter les abus et de protéger la ressource première qu'est la forêt.
- Protection de la bio-diversité ( 1,2 million d'ECUS) et promouvoir la préservation et la conservation des espèces génétiques par la création d'une banque de données.
- Mesures de prévention contre les incendies de forêts (1 million ECUS).

<sup>23</sup> Rapport annuel PHARE 1999, p107.

- Développer et renforcer les compétences de la Direction Nationale des Forêts (1 million ECUs). Les travaux sur ce point ne manquent pas: plan prévoyant la privatisation des forêts, création d'un plan évaluant les capacités de production.
- Rénovation des anciens sites militaires. Ce projet démontre idéalement les types d'implications de PHARE et de l'UE dans le secteur forestier des PECOS.

Pour illustrer ces propos, prenons l'exemple de la Slovaquie. Elle bénéficie du programme PHARE depuis 1993. Depuis cette date jusqu'à 2003, le secteur forestier slovaque n'a bénéficié que d'un programme national dans le cadre de PHARE. Cette action a été décidée en 1997 et le montant de la dotation budgétaire ne s'élevait qu'à 0,37 millions d'Euros, ce qui ne représente pas grand chose en soit. Cet exemple illustre bien le peu de crédits alloués au secteur forestier. Cela s'explique sûrement par l'étendue très vaste du champ d'action du programme de pré-adhésion PHARE. Avec la création du SAPARD et de l'ISPA, la forêt va-t-elle être plus au centre des négociations de pré-adhésion?

## C L'ISPA et le SAPARD

La création de deux nouveaux instruments financiers chargés de compléter le programme PHARE fait suite à la communication de la Commission en 1997 dénommé Agenda 2000. Les conclusions sur les prévisions budgétaires pour la période 2000-2006, notamment pour les mesures de pré-adhésion, sont reprises au Conseil européen de Luxembourg des 12 et 13 décembre 1997. La création de deux organismes de pré-adhésion, l'un pour l'agriculture, l'autre pour les fonds structurels, est également adopté par le Conseil. La naissance de l'ISPA (Instrument de Pré-adhésion Structurel) et du SAPARD (Instrument de Pré-adhésion pour l'Agriculture et le Développement Rural) ne devient une réalité concrète et officielle qu'avec le Conseil Européen de Berlin des 24 et 25 mars 1999 qui attribue d'importantes dotations budgétaires aux deux nouveaux instruments dès l'an 2000 (près de 1 milliard d'€ par an pour l'aspect structurel et 500 millions d'€ pour l'agriculture).

### 1 L'ISPA

Le Conseil de Luxembourg en 1997 et celui de Berlin en 1999 ont prouvé la volonté politique des chefs de gouvernements de l'UE d'impulser un nouvel élan à l'intégration des PECOs en créant notamment un instrument de pré-adhésion structurel. Cependant ce dernier est toujours, après ces deux conseils de 1997 et 1999, sans réel contenu juridique et législatif. Cette situation va être vite résolue par la rédaction du règlement (CE) n°1267/1999 du Conseil du 21 juin 1999 établissant un instrument structurel de pré-adhésion<sup>24</sup>.

Cet instrument nouvellement créé est uniquement réservé aux dix PECOs candidats. Ce nouveau programme de pré-adhésion, baptisé Instrument Structurel de Pré-Adhésion (IPSA) (Art.1), se concentre sur deux domaines bien spécifiques : les infrastructures en matière de transport et l'environnement ( Art.2). L'ISPA a pour objectif prioritaire de viser à un juste équilibre entre le financement des infrastructures de transport, la reprise de l'acquis communautaire dans le domaine de l'environnement et contribuer ainsi à un développement durable des PECOs.

<sup>24</sup> JO n° L 161 du 26 juin 1999 p.73 - 86

Il fonctionne sur le modèle de PHARE: les pays candidats établissent des projets dans l'un des deux domaines de la compétence de ISPA; la Communauté les examine et accorde, après acceptation du dossier, des concours financiers. L'ISPA a cependant une durée de vie limitée à la période de pré-adhésion. Les derniers Etats candidats ( la Bulgarie et la Roumanie) doivent faire leur entrée, au plus tard, dans l'UE au 1<sup>er</sup> janvier 2007. Ce qui signifie que l'ISPA n'aura alors plus de raison d'être fin 2006 (Art.3). En ce qui concerne les crédits de l'ISPA, ils sont décidés par l'autorité budgétaire de la Communauté, c'est-à-dire la Commission, dans la limite des perspectives financières possibles. Le taux de financement accordé au titre de l'ISPA peut aller jusqu'à 75% de la somme globale. Il peut même s'élever jusqu'à 85% si l'autorité budgétaire estime que cela est nécessaire pour des projets essentiels (Art.6).

Le tableau n°1 révèle les prévisions budgétaires adoptées au cours du Conseil européen de Berlin, en 1999, pour l'ISPA. Il est notamment envisagé de doter le nouvel instrument structurel d'une enveloppe budgétaire dépassant les 1 milliard d'€ par an pendant 6 ans (2000-2006). Qu'en est-il en réalité? Pour vérifier ces prévisions, il est nécessaire de se référer au budget de la Commission. Ainsi dès le budget 2000 et l'entrée en vigueur de l'ISPA, est créé une nouvelle ligne budgétaire en faveur de l'instrument structurel de pré-adhésion. Celle-ci est toujours englobée dans la section B7 Actions extérieures mais une nouvelle sous section est créé pour rassembler l'ensembles des mesures de pré-adhésion sous l'appellation "B7-0 Stratégie de pré-adhésion". A l'intérieur de ce point B7-0, on retrouve donc les deux autres instruments, PHARE et SAPARD, plus l'ISPA (B7-0 2).

Pour l'année 2000, la Commission a attribué à cet fonds structurel de pré-adhésion un concours global (incluant les dépenses administratives) de 1,058 milliard d'€ Ceci représente la section engagements. Ce qui peut paraître plus surprenant quant à cette somme non négligeable des engagements, c'est le faible ratio d'utilisation de cette somme pour les paiements, c'est-à-dire les budgets concrets pour la réalisation des projets. Les paiements s'élèvent seulement, pour 2000, à 245 milliers d'€, le reste des paiements étant échelonné sur les autres années. Cette situation se reproduit chaque année (cf. tableau n°3).

Tableau n°3: Dotation globale ISPA 2000-2003 (incluant dépenses administratives)<sup>25</sup>, en millions d'€

	Engagements	Paiements	Engagements contractés restant à liquider
2000	1 058	0,245	—
2001	1080	0,350	—
2002	1 089,2	0,690	0,580
2003	1 117,5	0,700	0,570

Il faut remarquer la disproportion entre les engagements attribués par la Commission année après année et qui vont en augmentant, excepté pour 2003, et la faiblesse des paiements. Si cela peut être compréhensible pour l'année 2000, étant donné que cette date représente l'entrée en vigueur de l'ISPA, cela l'est un peu moins pour les autres. De plus,

<sup>25</sup> Sources: Livre de budget 2000 (JO n° L 40, du 14 février 2000, Livre du budget 2001 (JO n° L du 26 février 2001, p 1121) et livre du budget 2003, volume II (JO n° L 54 du 28 février 2003, p 973).

comme le montre les chiffres pour 2002 et 2003, une bonne partie des engagements de ces deux années n'a pas été liquidée. Pour 2002, cela représente quasiment la moitié de la dotation globale.

Après la consultation de ces données on peut se demander dans quel domaine les forêts pourraient obtenir des subventions de l'ISPA et si c'est réellement le cas. L'ISPA a comme prérogative, comme cela a déjà été dit, les questions concernant les infrastructures de transport ainsi que l'environnement. Pour ce qui est des forêts, il apparaît comme logique de se tourner vers ce dernier domaine pour espérer y voir apparaître quelques données chiffrables sur des subventions au secteur forestier.

Le secteur environnement de l'ISPA est lui même sous ventilé en différents domaines d'interventions. On en dénombre principalement cinq : eau potable, eau potable et eaux usées, traitement des eaux usées, gestion des déchets solides et enfin la pollution de l'air. La première observation qu'il est permis de tirer est dans le fait qu'il n'y ait qu'un seul domaine où la forêt peut être englobée, c'est celui de la pollution de l'air qui rappelle le règlement (CEE) n° 3528/86 relatif à la protection des forêts contre la pollution atmosphérique. L'exemple suivant dévoile, pour l'année 2000 les différents concours financiers attribués à chaque champ d'application du volet environnement de l'ISPA :

Tableau n°4: Budget ISPA 2000- Secteur de l'environnement ventilé par sous-secteur

Budget ISPA 2000 Secteur de l'environnement	Fonds ISPA (en € )	% Fonds ISPA/secteur	Nombre de projets
Eau potable	27 535 927	5,98	3
Eau potable et usées	42 568 260	9,24	4
Traitement des eaux usées	296 696 243	64,38	24
Gestion des déchets solides	94 020 967	20,40	8
Pollution de l'air	0	0	0
Total budget ISPA section environnement	460 821 397	46.20	39

(Source: Rapport annuel ISPA 2000)

Il est aisé de s'apercevoir rapidement que la pollution de l'air, domaine où la forêt pourrait être fortement concernée, ne bénéficie d'aucun projet de la part des pays candidats et donc n'a aucune attribution financière spécifique. Le phénomène n'est pas exclusif à l'année 2000 car sur les deux rapports annuels d'ISPA consultables pour l'instant (celui donc de 2000 et celui de 2001), aucun crédit, aucun budget n'est alloué à ce secteur de la pollution de l'air. Cela signifie donc que la reprise de l'acquis communautaire dans le domaine de l'environnement n'intègre pas actuellement la forêt; ce qui peut paraître surprenant lorsqu'on regarde la Résolution du Conseil du 15 décembre 1998 qui dans son premier point « souligne l'importance du rôle des forêts et d'une gestion durable fondée sur le rôle [...] environnemental et écologique qu'elles jouent. » Ce sera peut-être le cas dans un futur plus ou moins proche puisque le pourcentage des concours attribués au sein de l'ISPA à l'environnement est en hausse : 46,2% en 2000 contre 51,92% en 2001.

## 2 LE SAPARD

Si l'ISPA ne se révèle pas encore un bailleur de fond important pour le secteur forestier, il reste à voir si le dernier instrument de pré-adhésion, le SAPARD, englobe et finance la forêt. En effet l'agriculture et le développement rural, les deux principales thématiques que couvre financièrement le SAPARD, sont également inextricablement liées à la forêt, paysage qui pour la grande majorité, est rural. Il reste donc à étudier les implications éventuelles du SAPARD dans le monde rural et donc forestier et sylvicole.

Le SAPARD est donc le résultat de la même volonté politique qui a vu la création de l'ISPA, étant donné que les deux instruments de pré-adhésion ont été créés tous les deux au même instant lors des Conseils européens de Luxembourg et de Berlin. Son instauration effective dès le début de l'année 2000, comme le prévoit l'Agenda 2000, adopté dans son ensemble par le Conseil de Berlin en 1999, oblige l'Union Européenne à combler le vide législatif concernant le SAPARD assez rapidement.

Contrairement à l'ISPA, la législation européenne vis-à-vis du SAPARD ne peut pas se résumer à l'explication d'un seul texte législatif car le SAPARD en englobe plusieurs s'appuyant les uns sur les autres. Il y a effectivement interconnexions entre ces différents textes de loi. Cependant l'épicentre, la clef de voûte du corps législatif du SAPARD reste le règlement (CE) n° 1268/1999<sup>26</sup> du Conseil qui crée législativement parlant le nouvel instrument de pré-adhésion en lui attribuant son champ d'action, ses missions ainsi que son processus d'application. Ses objectifs sont présentés dès l'article premier. L'aide communautaire vise en particulier « la mise en œuvre de l'acquis communautaire concernant la politique agricole commune et les politiques connexes ainsi que la résolution des problèmes prioritaires du secteur de l'agriculture et des zones rurales des pays candidats (Art. 1) ». Le champ d'application du SAPARD est, d'après cet article, assez large. Les délimitations de l'action du SAPARD ne sont pas clairement exposées: jusqu'où peut-on intégrer au SAPARD une politique « connexe » de l'agriculture, qu'est ce qui est prioritaire et ce qui ne l'est pas ?

Pour revenir à une définition du champ d'action du SAPARD plus implicite, il suffit sans doute de regarder simplement l'intitulé du règlement (CE) n°1268/1999. Le SAPARD concentre l'aide financière européenne sur deux domaines essentiels : l'agriculture et l'aide au développement rural.

Cette première mention, aussi large qu'elle soit, indique l'enjeu de ce nouvel instrument puisque, s'il est nécessaire de le rappeler, l'agriculture à travers la PAC, est le premier budget de l'Union Européenne et représente, pour certains pays candidats un poids économique et humain considérable. La forêt peut prétendre, de par sa juxtaposition au secteur agricole dans la législation européenne, à recevoir des fonds du SAPARD. Le développement durable est le second pilier d'intervention de l'instrument de pré-adhésion. Mais qu'est ce que la législation européenne entend exactement sous cette dénomination de développement durable?

---

<sup>26</sup> Règlement (CE) n° 1268/1999 du Conseil du 21 juin 1999 relatif à une aide communautaire à des mesures de pré-adhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale, au cours de la période de pré-adhésion.

Il est utile de se référer au règlement n° 1257/1999<sup>27</sup> concernant le financement de cette politique de développement rural par le FEOGA dans les Etats membres. Le texte précise bien que cette politique commune de développement rural est un complément de la politique agricole commune (Art.1, paragraphe 2). De plus, le règlement n°1257/1999 propose de compiler et de synthétiser dans un même et unique texte toute une série d'instruments complexes concernant les politiques rurales. Son champ d'application et ses objectifs sont clairs : les mesures européennes en faveur d'une politique du développement rural ont pour but de promouvoir le développement et l'ajustement structurel des régions en retard de développement. La politique doit également permettre d'accompagner les mesures de soutien en faveur de la reconversion économique et sociale des zones rurales en difficultés (Art. premier, § 3). De plus elle présente l'avantage de pouvoir s'appliquer à toutes les zones rurales des pays membres de la Communauté.

Les domaines d'intervention prévus par le règlement n°1257/1999 pour favoriser le développement rural sont multiples et étendues (Art. 2):

- Amélioration des structures des exploitations agricoles ainsi que de la transformation et la commercialisation des produits,
- Reconversion du potentiel agricole, découverte de nouvelles technologies visant à l'amélioration de la qualité des produits,
- Encouragement de la production non alimentaire,
- Développement durable de la sylviculture,
- Diversification des activités pour favoriser la création d'emplois complémentaires,
- Maintien ou renforcement d'un tissu social,
- Développement d'activités économiques,
- Amélioration des conditions de vie et de travail,
- Préservation et promotion d'une agriculture durable à haute valeur naturelle, respectueuse des exigences environnementales,
- Suppression des inégalités entre homme et femmes.

Au total, ce sont 22 mesures sociale et économique qui doivent permettre un développement rural attractif et cohérent dans l'espace européen communautaire financé par le FEOGA.

Cette énonciation n'est pas vaine et inutile car c'est sur ce point de départ, c'est-à-dire le règlement n° 1257/1999, que va se construire le volet « développement rural » de l'instrument de pré-adhésion SAPARD, réservé aux pays candidats d'Europe centrale et orientale. En effet, cette nomenclature ne va pas être transposée dans son intégralité au programme SAPARD. Certains domaines d'intervention vont être ôtés alors que d'autres vont élargir les possibilités d'actions, déjà vaste, du SAPARD. Cette comparaison est d'autant plus visible grâce au tableau n°5.

La nomenclature du tableau renseigne clairement sur le fait que la sylviculture et les mesures liées à la forêt sont, cette fois-ci, pleinement intégrées et clairement mentionnées à l'intérieur d'un programme de pré-adhésion. En effet, le SAPARD a conservé, dans la majeure partie des cas, les domaines d'intervention qui était prévu par le règlement n° 1257/1999 en faveur du développement rural. Parmi ceux-ci, le chapitre VIII, qui correspond aux articles 29, 30, 31 et 32 du texte, est entièrement consacré aux dispositions prises en faveur de la sylviculture. L'orientation législative du règlement peut être résumée comme suit: la sylviculture communautaire ne peut être soutenue sous condition de prendre en permanence en compte les nécessités environnementales, notamment celle de développement durable, lié à

---

<sup>27</sup> Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation agricole (FEOGA) et modifiant certains règlements.

son activité. L'article 29, qui fixe les objectifs de développement rural en matière sylvicole en est la parfaite illustration puisque le soutien accordé à la filière bois doit permettre une meilleure gestion et un développement durable des forêts, la préservation et l'amélioration des ressources forestières et enfin l'extension des surfaces boisées. Sylviculture et environnement sont étroitement liés.

**Tableau n°5 : Les mesures du développement rural<sup>28</sup> dans la législation communautaire et dans le SAPARD.**

Mesures	1257/1999	SAPARD
Investissements dans les exploitations agricoles	Art.4	Art.2
Jeunes agriculteurs	Art.8	
Formation professionnelle	Art.9	Art.2
Retraite anticipée	Art.10	Art.2
Zones défavorisées/ zones soumises à des contraintes environnementales	Art.14, 16	
Agroenvironnement	Art.22	Art.2
Commercialisation et transformation	Art.25	Art.2
Boisement	Art.31	Art.2
Autres mesures sylvicoles	Art.30, 32	Art.2
Amélioration des terres	Art.33	Art.2
Remembrement des terres	Art.33	Art.2
Services de remplacement sur l'exploitation/d'aide à la gestion agricole	Art.33	Art.2
Commercialisation des produits agricoles	Art.33	Art.2
Services essentiels pour l'économie rurale	Art.33	Art.2
Rénovation des villages	Art.33	Art.2
Diversification des activités agricoles	Art.33	Art.2
Gestion des ressources hydrauliques agricoles	Art.33	Art.2
Développement des infrastructures agricoles	Art.33	Art.2
Tourisme/ artisanat	Art.33	
Protection de l'environnement	Art.33	
Reconstitution du potentiel de production agricole	Art.33	
Ingénierie financière	Art.33	
Structures pour le contrôle de la qualité et les contrôles vétérinaires		Art.2
Création de groupements de producteurs		Art.2
Registres fonciers		Art.2
Assistance technique		Art.2
<i>Total mesures</i>	<i>22</i>	<i>15</i>

D'autres aspects plus concrets concernant le soutien communautaire au secteur sylvicole sont également abordés dans ce règlement n°1257/1999. Il s'agit d'encourager les investissements liés à la forêt notamment ceux destinés à améliorer et à rationaliser la récolte,

<sup>28</sup> Source : Rapport de la Commission européenne SEC (2002)95 final, *L'élargissement et l'agriculture : l'intégration réussie des nouveaux membres dans la PAC*, p19.

la transformation et la commercialisation des produits sylvicoles. Le texte aborde également la place qui doit être faite à la conquête de nouveaux débouchés dans les secteurs de la commercialisation mais aussi de la structuration des organisations professionnelles pour améliorer la gestion des forêts. Des moyens financiers peuvent être également alloués pour reconstituer le potentiel végétal en cas de catastrophes naturelles type tempête, feu...(Art. 30) Le règlement prévoit aussi un soutien important pour favoriser le boisement des terres agricoles qui peut comprendre une prime annuelle à l'hectare destinée à couvrir les frais d'entretien sur une période maximale de cinq ans, une autre prime à l'hectare censée compenser la perte de revenus découlant du boisement sur une période maximale de vingt ans (Art. 31).

Toutes ces dispositions comprises dans le règlement (CE) n°1257/1999 s'applique donc aux Etats membres. Les mesures prises en faveur de la sylviculture, par le biais du SAPARD, dans les pays candidats sont-ils identiques à celles des 15?

Le règlement n°1268/1999 permet d'apporter certains éléments de réponse à cette question. L'article 2 du texte relatif à une aide communautaire aux PECO, dans le cadre de leur pré-adhésion, énonce les différentes actions du SAPARD parmi lesquelles on trouve donc l'action n°14 concernant notamment la sylviculture, « y compris le boisement de régions agricoles, investissements dans les exploitations sylvicoles appartenant à des propriétaires privés et transformation et commercialisation des produits sylvicoles. » Ce terme générique semble se rapprocher des dispositions qui sont prises dans le cadre du développement rural, à l'égard des Etats membres mais l'information manque tout de même de précision.

Le rapport annuel SAPARD de 2000 en apporte quelques unes supplémentaires. Il précise notamment que les pays candidats peuvent bénéficier des mêmes conditions dans le domaine du développement rural que les Etats membres à l'exception de quelques détails. La reconstitution du potentiel de production sylvicole endommagé suite à des catastrophes naturelles ou le feu n'est par exemple pas subventionné par l'Union Européenne. En outre, s'agissant du boisement des terres agricoles qui est largement encouragé, la prime annuelle par hectare, destinée à compenser les pertes de revenu découlant du boisement n'est pas prévue dans le cadre de SAPARD<sup>29</sup>. A l'exception de ces deux mesures, c'est donc l'intégralité des dispositions édictées par le règlement n° 1257/1999 qui sont reconduites pour le SAPARD.

Il est aussi important de s'interroger sur l'importance, le poids réel que représente ce soutien communautaire à la sylviculture dans cet instrument de pré-adhésion réservé aux PECO. L'action SAPARD n°14 concernant la sylviculture figure dans les programmes SAPARD approuvés dans sept PECO sur dix : Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et République Slovaque.

Au sommet de Berlin de décembre 1999, le Conseil européen a prévu de pouvoir au SAPARD une dotation budgétaire annuelle de 520 millions d'€ de 2000 à 2006. Qu'en est-il concrètement dans les faits? Il suffit pour cela de regarder l'évolution des lignes budgétaires de 2000 à 2004 pour voir si cette projection financière mise en place en 1999 au Conseil européen de Berlin a été respectée ou pas. Dès l'assentiment du Conseil donné en vue de la création du SAPARD, une ligne budgétaire est donc rajoutée à la section dépense de la Commission. Elle s'insère dans la sous section " B7 Actions extérieures", puis, lorsqu'on détaille plus précisément encore, dans un chapitre " B7-0 Stratégie de pré-adhésion ". La

---

<sup>29</sup> Commission européenne, Rapport Annuel SAPARD- Année 2000, Bruxelles, Commission des communautés européennes, le 3/07/2001, 48p. (COM (2001)341 final).



nouvelle ligne budgétaire "Instrument SAPARD- Préadhésion " apparaît alors sous le code B7-0 1. Les budgets alloués au SAPARD dans la période 2000-2004 sont visibles dans le tableau n° 6.

Une première constatation s'impose à la première lecture du tableau: les promesses budgétaires envisagées lors du Conseil européen de Berlin quant au financement du SAPARD ont été respectées. Les sections engagements des budgets 2000, 2001 et 2002 ainsi que les crédits d'engagements prévus pour les années 2003 et 2004 le démontrent aisément avec des dotations respectivement de 528,9 (2000), 539,6 (2001), 554,5 (2002) millions d'€ alloués au SAPARD. Cette croissance budgétaire continue de s'affirmer en 2003 avec des crédits d'engagements records d'un montant de 560 millions d'€ On se situe donc bien au-delà des 520 millions d'€ prévus initialement. Il y a donc une réelle affirmation d'une politique d'intégration agricole et de développement rural aux PECO de la part de l'UE. Les moyens financiers mis à disposition pour financer le SAPARD le démontrent.

Tableau n°6: Budget alloué au SAPARD dans la période 200-2004 (en millions d'€).

	Exécution 2000		Exécution 2001		Exécution 2002		Crédits 2003		Crédits 2004	
	Engts	Paimts	Engts	Paimts	Engts	Paimts	Engts	Paimts	Engts	Paimts
Ligne B7- 0 1 Instrument SAPARD- Pré-adhésion (05 05) <sup>30</sup>	528,9	—	539,6	30,5	554,5	123,7	560	438,9	225,2	440

Ce qui peut paraître plus surprenant ce sont les faibles montants des paiements effectifs. Si les dotations allouées au SAPARD sont importantes, elles sont loins d'avoir été utilisées pleinement. Ainsi en 2001, seulement 30 millions d'€ sont investis dans des projets visant l'agriculture ou le développement rural des PECO, soit seulement le 1/18ème de la dotation globale. Cela s'améliore en 2002 avec un montant des paiements atteignant les 123 millions d'€ (moins de 25% du total engagé). L'équilibre est prévu pour 2003. L'année 2004 voit par contre un renversement total de cette tendance puisque les paiements sont largement supérieurs aux engagements ( 225 pour 440 millions de paiements). Cela peut s'expliquer aisément. En 2004, dix nouveaux pays, parmi eux 8 PECO, intègrent l'UE. Cela signifie donc que les aides de pré-adhésion n'ont, pour ces pays, plus de raison d'exister étant membres à part entière. Elles ne bénéficient plus qu'à deux pays de l'est de l'Europe : la Roumanie et la Bulgarie. La dotation est donc moindre. Pour ce qui est des paiements, les crédits non utilisés des précédentes années peuvent donc être réinjectés pour les années suivantes suivant les besoins.

En ce qui concerne la forêt, il était prévu initialement qu'une enveloppe de 167 millions d'€ soit 5% de la contribution communautaire totale, soit consacrée au financement d'activités sylvicoles relevant de cette mesure. Son importance suivant les pays oscille entre 1% pour l'Estonie à 8% (Bulgarie et république Slovaque), voire un maximum de 10% pour la Roumanie. Le tableau n° 7 donne une idée plus exacte de l'intérêt porté au volet sylvicole par les différents pays candidats.

<sup>30</sup> Nouvelle nomenclature pour le budget 2004.

La sylviculture ne représente donc pas, à la lecture des chiffres que le tableau propose, un secteur clé de SAPARD puisque les actions concernant les exploitations agricoles (22%), la transformation et la commercialisation des produits (26%) et enfin les infrastructures (21%) représentent, à elles seules, près de 70% de la dotation globale. La sylviculture avec seulement 5% de la dotation globale apparaît en "queue de peloton". Cependant, il ne faut pas, au contraire, tomber dans l'excès et sous estimer l'importance réelle de l'action n°14. En effet, 10 mesures sur 15 ne dépassent pas le pourcentage de subventions accordé à la sylviculture. Elle se place d'ailleurs au cinquième rang sur l'échelle des secteurs les mieux subventionnés.

Tableau n°7: Mesures sélectionnées dans les programmes nationaux et pourcentages des fonds.

Mesures	SK	BG	CZ	EE	HU	LV	LT	PL	RO	SL	Part des fonds
1. Exploitation agricole	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	22%
2. Transformation/ commercialisation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	26%
3. Contrôle qualité									✓		1%
4. Production/ Environnement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		2%
5. Diversification	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	11%
6. Gestion											0%
7. Groupements	✓	✓			✓				✓		1%
8. Patrimoine		✓	✓	✓	✓						2%
9. Gestion des sols	✓		✓			✓					1%
10. Registre foncier											0%
11. Formation	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	3%
12. Infrastructure	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	21%
13. Eau									✓		1%
14. Sylviculture	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓		5%
15. Aménagement du territoire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	3%

De plus, les programmes liés à la forêt ne sont pas uniquement imbriqués à l'action n° 14 mais peuvent rentrer dans d'autres champs d'application : formation des propriétaires forestiers prévue par l'action 11 sur l'amélioration de la formation professionnelle. Doté d'un budget initial prévue à hauteur de 117 millions d'€, cette action, en ce qui concerne les sylviculteurs, vise à faciliter l'application des pratiques de la gestion des forêts et à améliorer les fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts. Une activité liée à la forêt qui peut également rentrer dans le cadre d'autres actions est sans aucun doute la création ou l'amélioration de pépinières prévue par l'action 1 sur l'investissement dans les exploitations

agricoles. Les budgets attribués à la forêt ne sont pas restrictifs et dépassent largement le cadre de l'action n°14.

Ainsi, en ce qui concerne la Pologne, malgré l'importance des dispositions budgétaires attribuées à la forêt par le SAPARD, près de 10% de la dotation globale, il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique consacrée à la forêt. Elle s'insère dans les deux principales priorités du programme SAPARD polonais :

- L'émergence d'un marché stable. Le point qui intéresse directement la forêt porte sur l'investissement dans les exploitations. La dotation communautaire s'élève précisément pour 2000-2006 à 208 M d'€
- Le développement économique: les deux volets qui constituent cette priorité peuvent concerner la forêt. Ce sont l'amélioration des infrastructures rurales, dotée d'un budget de 327,8M d'€ et le soutien à la diversification économique (136M d'€).

Ceci se retrouve également dans le programme SAPARD de la Lettonie. Dans ce cas précis également, le mot forêt n'est pas clairement raccroché à une ligne budgétaire. Cependant un ensemble de dispositions prises pour la période 2000-2006 peuvent lui bénéficier: mesure 1.1 sur la modernisation des exploitations (35,294 M d'€), 1.2 sur la reforestation des terres agricoles (4,575 M d'€), 3.1 sur le développement et la diversification des activités économiques (36 M d'€), 4.1 sur les infrastructures rurales (18,3 M d'€), 5.2 sur la préservation de la biodiversité (2,4 M d'€).

Pour ce qui est des autres pays ayant également choisi d'intégrer la forêt dans leur programme SAPARD, une dotation budgétaire est clairement mentionnée. C'est notamment le cas pour l'Estonie. La forêt est insérée dans la priorité n°2 intitulée "Régénération rurale et développement durable". Elle reçoit une subvention communautaire de 1,1 M d'€. La Lituanie, quant à elle reçoit pour sa part une dotation de l'UE pour 2000-2006 de 7,688 M d'€. Ces budgets sont loin de représenter des budgets colossaux sur la durée d'action prévu pour le SAPARD. les subventions prévues pour 2000-2006 sont cependant légèrement plus importants pour d'autres PECO comme la Bulgarie (30M d'€) ou bien encore la Roumanie (108,340 M d'€).

Il est également capital de rappeler que les pays qui n'ont pas retenu cette action comme une priorité SAPARD soutiennent des activités sylvicoles dans le cadre de mesures nationales ( notamment la République Tchèque et la Slovénie), ou bien encore par le biais de l'aide à la mise en place des capacités institutionnelles au titre de PHARE (exemple de la Hongrie et de son programme de développement d'un système d'information sylvicole).

Les trois principaux instruments de pré-adhésion (PHARE, ISPA, SAPARD) en faveur des pays d'Europe de l'est et centrale ont, comme cela a été vu, une importance capitale et des moyens financiers conséquents. A titre d'exemple, les trois instruments réunis ont pesé dans le budget 2001, près de 3 225 millions d'€ 2004 symbolise la dernière ligne droite avant l'accession définitive des PECO au sein de l'UE. Cela va se traduire par une diminution sensible des mesures de pré-adhésion en leur faveur. Ce sont 2 200 millions d'€ qui seront tout de même alloués aux PECO.

L'importance des subventions européennes ne doit cependant pas masquer le manque de représentativité du secteur forestier à l'intérieur de ces mesures de pré-adhésion. Le programme PHARE a, jusqu'à la création de l'ISPA et le SAPARD en 2000, longtemps financé la forêt de manière obscure, sans aucune mention nette et précise. La forêt

apparaissait souvent comme étant intégrée à l'agriculture, l'environnement, l'aide au milieu rural, etc.

L'ISPA et le SAPARD allait remédier à cet état de fait. Ils intégraient dans leur compétence deux secteurs concernant fortement la forêt: l'environnement pour l'ISPA et l'agriculture et le développement rural pour le SAPARD. Cependant pour le premier instrument cité, aucun projet concernant la lutte contre la pollution atmosphérique, unique secteur dans lequel la forêt pouvait entrer, n'était élaboré par les pays candidats.

Le SAPARD, par le biais du développement rural, visait directement la forêt et la sylviculture. Toute une série de mesures en faveur notamment du reboisement et du soutien au milieu sylvicole étaient prises. La majorité des PECO ont intégré dans leur programme SAPARD le volet sylvicole. Cependant la subvention budgétaire allouée à la filière bois ne représente que 5% de la dotation globale SAPARD. Ce chiffre met encore en relief le manque d'importance et de reconnaissance du secteur sylvicole comparé aux autres volets du programme SAPARD.

## D Conclusion.

A travers l'opportunité de l'élargissement à une majorité des Pays de l'Europe Centrale et Orientale, cette étude avait notamment comme ambition de dévoiler quelle importance était accordée à la forêt par l'Union Européenne. La première remarque que l'on peut émettre à son sujet, c'est qu'elle y tient une place à part. Dès 1957 et la création de la CEE, la forêt est écartée de la liste des produits agricoles qui pourront bénéficier des subventions de la future PAC. Pourtant, quelques années après, elle figure dans les chapitres du règlement n°1257/99 bénéficiant du FEOGA garantie au titre du développement rural. C'est peut-être la difficulté à catégoriser la forêt qui provoque son particularisme: doit-on privilégier la forêt comme un enjeu économique au détriment de l'entité environnementale, ou vice versa? L'équilibre semble difficile à trouver.

Ainsi, la forêt peine, dans le domaine économique, à s'affirmer. L'impact économique réel qu'elle représente reste globalement, s'il n'est pas ignoré, largement sous estimée. En ce qui concerne les mesures de pré adhésion aux nouveaux candidats de l'et de l'Europe, la forêt n'est, à l'exception du SAPARD, jamais clairement mentionnée. Il est toujours nécessaire de se raccrocher à une catégorie susceptible de concerner directement la forêt, comme l'environnement ou bien l'agriculture, etc... Ainsi dans le programme PHARE qui a longtemps été l'unique instrument de pré-adhésion jusqu'en 2000, aucune mention directe n'est faite au sujet de la forêt. Il est d'ailleurs très difficile de se procurer un plan d'action en faveur du secteur forestier dans les pays candidats. Il ne représente tout simplement pas une priorité économique pour les PECO. Les faibles montants alloués, lorsque existent des programmes, dans le cadre du PHARE finissent de convaincre sur le déficit de reconnaissance dont souffre la forêt. Le constat se reproduit à l'identique au sujet de l'ISPA. Censé financer l'amélioration des conditions environnementales des pays candidats et donc l'état phytosanitaire des forêts, l'ISPA n'a reçu aucune programme à subventionner pour sa partie environnement de la part des pays candidats.

Seul le SAPARD fait mention de manière claire, à travers l'aide au développement rural, à la forêt. Mais là encore le pourcentage réservé au financement de programme forestier ne représente que 5% de la dotation globale du SAPARD...Si l'Union Européenne tient à

rappeler dans ses textes législatifs le rôle décisif que joue la forêt dans le maintien d'une activité économique rurale, ce soutien se traduit de façon plus obscur dans les faits. Ce manque de considération de la part des pays candidats envers la forêt et son industrie est regrettable voire dommageable car les PECO possèdent un véritable potentiel sylvicole.

Il suffit d'ailleurs de prendre pour illustration l'un des meilleurs exemples: la Roumanie. Ce pays, lorsqu'on observe les chiffres de ses productions ou bien encore ses exportations de produits du bois, ne s'illustre pas par un haut degré de compétitivité par rapport à l'UE, c'est d'ailleurs la tendance inverse. Un engagement communautaire dans le développement de ce secteur économique ne peut avoir que des retombées positives sur l'économie globale du pays. La grande superficie du pays, comparé à celle de ses voisins, le faible pourcentage de forêts, au-dessous de la moyenne européenne, démontre un potentiel sylvicole très intéressant, même s'il est vrai que les problèmes, notamment au niveau des infrastructures, abondent.

La Pologne est également à classer dans le même cas de figure avec cependant un avantage considérable sur la Roumanie: elle peut compter sur de bons niveaux de production puisqu'elle est globalement le leader sur le marché régional. Elle aussi compte une surface forestière en deçà de la moyenne européenne, ce qui lui laisse une confortable marge de production si elle augmente son nombre d'hectares de forêts. La Pologne est à ce titre une puissance forestière qui s'ignore.

Il existe donc de formidables potentiels sylvicoles à développer dans cette région des PECO dans le futur. Les programmes de pré-adhésion ont montré que ces pays-là n'ont pas désiré saisir cette opportunité de développement sylvicole et qu'ils ont axé leur politique de pré-adhésion sur d'autres priorités.

## Références

### Publications Générales

**CONFAGRI, Caderno**, O Alargamento da União Europeia aos Países da Europa Central e Oriental (PECOs) e do Sul Mediterrânico (Chipre e Malta), Février 2003, n°6, pp 21-30.

**ΣCSÓKA (P)**, Forest Policy activities in the countries in transition in their preparation for the EU, dans les actes de la conférence internationale "*Forest Policy in the countries with economies in transition- ready for the European Union*", Prague, du 21 au 23 août 1997, EFI Proceedings, Joensuu, 1998.

**DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES**, Economic forecasts for the candidate countries (2001-2003), Commission Européenne, Bruxelles, Novembre 2001, 56p.

**DOMES (Z)**, The forestry sector in the Czech Republic, in *Workshop on experiences and constraints in the evolution of policies and institutions relevant to the forestry sector in Eastern Europe*. Florence, Rome, FAO, 17-20mai 1995.

**ERONEN (J)**, Forest resources and consumption of forest products in countries in transition, 1990-2020, ONU- CEE/FAO, Genève, 1996.

**EUROSTAT**, Agriculture- Annuaire statistique - Données 1992-2001, Eurostat, Luxembourg, 2002, 204p.

**EUROSTAT**, Annuaire EUROSTAT 2002- Les pays candidats, Eurostat, Luxembourg, 2002.

**GOUVEIA Paulo**, O impacto do Alargamento da U.E no sector Florestal Português, Aveiro, mars 2003.

**KUUSELA (K)**, Forest resources in Europe, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 154p.

**MORAIS Carlos**, O impacto do Alargamento da U.E no sector Florestal Português, Aveiro, mars 2003, 7p.

**MOUGÁN BOUZÓN Higinio**, Impacto de la Ampliación de la Unión europea en el sector forestal, Aveiro, 14 mars 2003, 6p.

**POLUNIN (O), WALTERS (M)**, A guide to the vegetation of Britain and Europe, New York, Oxford University Press, 238p.

**PAJUOJA (H)**, The Outlook for the European forest resources and roundwood supply, ONU/CEE- FAO, Genève, 1995.

**PARLEMENT EUROPEEN, EUROFOR**, L'Europe et la forêt, Parlement Européen, Luxembourg, 1997,tome3, 356p.

**UNECE/ FAO, Forest and forest products. Country profile: Estonia**, New York- Genève, Nations Unies, 1994.

**UNECE/ FAO, Forest ressources of Europe, C IS, North America, Australia, Japan and New Zealand**, Nations Unies, New York- Genève, 2000, 445p.

**UNECE/ FAO, EUROSTAT, Statistiques forestières 1998-2001**, Luxembourg, 96p.

**General Budget of the European Union for the financial year 2002**, Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 2002

## Sites Internet

**SCADPLUS: INSTRUMENT STRUCTUREL DE PREADHESION.** Activités de l'Union Européenne, Synthèse de la législation.  
<http://www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/160022.htm>

**SCADPLUS: AGENDA 2000: SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL.** Activités de l'Union Européenne, Synthèse de la législation.  
<http://www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/160006.htm>

**SCADPLUS: ELARGISSEMENT : INTRODUCTION**  
<http://www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/e40001.htm>

**SCADPLUS: SYSTEME EUROPEEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION FORESTIERES (EFICS)**  
<http://www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/128054.htm>

**ΣEUROPARL: LE PROGRAMME PHARE ET L'ELARGISSEMENT DE L'UNION EUROPEENNE (FICHE THEMATIQUE N°33)**  
[http://www.europarl.eu.int/enlargement/briefings/33al\\_fr.htm](http://www.europarl.eu.int/enlargement/briefings/33al_fr.htm)

**EUROPARL: L'EUROPE ET LA FORET- SECTION V.0.3**  
[http://www.europarl.eu.int/workingpapers/agri/s5-0-3\\_fr.htm](http://www.europarl.eu.int/workingpapers/agri/s5-0-3_fr.htm)

**VERHEUGEN GÜNTER, Réflexions sur Copenhague 2002, l'élargissement de l'Europe et l'avenir de l'Euro**, Conférence donnée au DUPI, Copenhague, 22 novembre 2001  
<http://europa.eu.int/comm/commissioners/verheugen/speeches/sp22112001en.htm>

## Rapports

**Task-force "Elargissement", Briefing n°19: Aspect budgétaire de l'élargissement ( PE167. 581)**, Parlement Européen, Luxembourg, 12 avril 1998, 13p.

**Task-force "Elargissement", Briefing n°22: Annexe statistique sur l'élargissement ( PE167. 614)**, Parlement Européen, Luxembourg, 15 mai 1998.

**Task-force "Elargissement", Briefing n°16: Annexe statistique sur l'élargissement ( PE167.614),** Parlement Européen, Luxembourg, 15 mai 1998.

**Directorate General for Research, Division for International and Constitutional Affairs, Note on Poland's political and economic situation and its relations with the EU with the view to accession,** Parlement Européen, Luxembourg, 24 octobre 2000 (WIP/2000/09/0152)

**Directorate General for Research, Division for International and Constitutional Affairs, Note on Poland's political and economic situation and its relations with the EU with the view to accession,** Parlement Européen, Bruxelles, 28 février 2002, (WIP/2002/02/0052-53)

**Directorate General for Research, Division for International and Constitutional Affairs, Note on Poland's political and economic situation and its relations with the EU with the view to accession,** Parlement Européen, Bruxelles, 19 septembre 2002, (PE 322.115)

**Direction Générale de l'Economie et des Affaires Financières, The economic impact of enlargement,** *Enlargement Papers*, juin 2001, n°3, 83p.

**Direction Générale de l'Economie et des Affaires Financières, Report on macroeconomic and financial sector stability developments in candidate countries,** *Enlargement Papers*, avril 2002, n°9, 139p.

**Goerlich Willi (rapporteur), Rapport sur l'élargissement et l'agriculture,** Parlement Européen, Luxembourg, 12 juillet 2000, (2000/2122(INI))

## Autres Sources

**POLISH OFFICIAL STATISTICS, CONCISE STATISTICAL YEARBOOK OF POLAND 2002,** Agriculture, hunting and forestry. Fishing.  
<http://www.stat.gov.pl/english/index.htm>

**ISPA: INSTRUMENT STRUCTUREL DE PRE-ADHESION**  
<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/ispa.htm#reperes>

**SAPARD: PROGRAMME SPECIAL D'ADHESION POUR L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL.**  
<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/sapard.htm>

**INRA DEPARTEMENT ESR: AGENDA 2000( OU PAQUET SANTER): QUELLE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE A L'HORIZON 2000? PAR CLAUDE ROGER, NOV. 1998.**  
[http://www.inra.fr/cgi-bin/Internet/Departements/ESR/reloc\\_inter.cgi?var1=http://www.inra.fr/Internet/Departements/ESR/comprendre/js/santer-cr.html&var2=undefined](http://www.inra.fr/cgi-bin/Internet/Departements/ESR/reloc_inter.cgi?var1=http://www.inra.fr/Internet/Departements/ESR/comprendre/js/santer-cr.html&var2=undefined)

**FAO: SECTION FORÊTS**  
<http://www.fao.org/forestry/index.jsp>



# Appareil Législatif

## 1 La Commission

### Règlements

**REGLEMENT(CE) N° 1091/94 DE LA COMMISSION DU 29 AVRIL 1994**, portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre la pollution atmosphérique. (JO L 125 du 18/5/1994, p1)

**REGLEMENT(CE) N° 1545/1997 DE LA COMMISSION DU 18 JUILLET**, modifiant le règlement (CE) n° 1091/94 portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre la pollution atmosphérique. (JO L 190 du 19/07/1997, pp3-19)

**REGLEMENT(CE) N° 1727/1999 DE LA COMMISSION DU 28 JUILLET 1999**, modifiant le règlement (CE) n° 1091/94 portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la communauté contre la pollution atmosphérique. (JO L 180 du 15/07/1999, p9).

**REGLEMENT(CE) N° 1727/1999 DE LA COMMISSION DU 28 JUILLET 1999**, portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. (JO L 279 du 29/10/1999, p3).

**REGLEMENT(CE) N° 2278/1999 DE LA COMMISSION DU 21 OCTOBRE 1999**, pour certaines applications du règlement (CEE) n° 1091/94 portant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la communauté contre la pollution atmosphérique. (JO L 180 du 15/07/1999, p9).

**REGLEMENT(CE) N° 2759/1999 DE LA COMMISSION DU 22 DECEMBRE 1999**, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1268/1999 du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de pré-adhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe Centrale et orientale en cours de la période de préadhésion. (JO L 331 du 23/12/1999)

**REGLEMENT(CE) N° 2222/2000 DU 7 JUIN 2000** fixant les règles d'application du règlement (CE) n° 1268/1999 du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe Centrale et orientale, au cours de la période de préadhésion. (JO L 226 du 27/08/1999)

**REGLEMENT(CE) N° 2356/2000 DU 24 OCTOBRE 2000** modifiant le règlement (CE) n° 2759/1999 portant sur les modalités d'application du règlement (CE) n° 1268/1999 du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe Centrale et orientale, au cours de la période de préadhésion. (JO L n°272 du 25/10/2000, pp13-14).

**REGLEMENT(CE) N° 2252/2001 DU 20 NOVEMBRE 2001** modifiant le règlement (CE) n° 2222/2000 fixant les règles d'application du règlement (CE) n° 1268/1999 du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de pré adhésion en faveur de l'agriculture et du

développement rural dans les pays candidats d'Europe Centrale et orientale, au cours de la période de préadhésion. (JO L n°304 du 21/11/2000, pp8-9)

**REGLEMENT(CE) N° 188/2003 DU 31 JANVIER 2003**, modifiant le règlement (CE) 2222/2000 fixant les règles financières d'application du règlement (CE) n°1268/1999 du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe centrale et orientale, au cours de la période de préadhésion.

## Décisions

**DECISION DE LA COMMISSION DU 11 MAI 1983 (83/247/CEE)** instituant un comité consultatif de la politique communautaire de la filière bois. JO L 137 du 26/05/83, p 31.

**DECISION DE LA COMMISSION DU 9 DECEMBRE 1997 (97/837/CE)** modifiant la décision 83/247/CEE instituant un comité consultatif de la politique communautaire de la filière bois. (JO L 346 du 17/12/1997, p95.)

**DECISION DE LA COMMISSION DU 11 MARS 1998 (98/235/CE)** relative au fonctionnement des comités consultatifs dans le domaine de la politique agricole commune.

**DECISION DE LA COMMISSION DU 20 JUILLET 1999 (1999/595/CE)**, relative à la répartition indicative de l'allocation financière communautaire au titre des mesures de pré-adhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural (JO L 226 du 27/08/1999)

**DECISION DE LA COMMISSION DU 7 MARS 2000 (2000/229/CE)**, fixant une répartition indicative par pays bénéficiaire du montant total du concours communautaire au titre de l'instrument structurel de préadhésion. (JO L 72 du 21/03/2000)

**DECISION DE LA COMMISSION** portant approbation des programmes SAPARD de développement agricole et rural:

- Décision du 18/10/2000: Hongrie et Pologne
- Décision du 20/10/2000: Bulgarie
- Décision du 25/10/2000: Lettonie
- Décision du 26/10/2000: République Tchèque
- Décision du 27/10/2000: Slovaquie
- Décision du 17/11/2000: Slovaquie et Estonie
- Décision du 27/11/2000: Lituanie
- Décision du 12/12/2000: Roumanie

**DECISION DE LA COMMISSION** Confiant la gestion des aides à des organismes de mise en oeuvre, en ce qui concerne les mesures de pré-adhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural au cours de la période de pré-adhésion:

- Décision 2001/380/CE- JO L 134 du 17/05/2001(Bulgarie)
- Décision 2001/461/CE- JO L 162 du 19/06/2001(Estonie)
- Décision 2001/820/CE- JO L 307 du 24/11/2001(Slovaquie)
- Décision 2001/857/CE- JO L 320 du 05/12/2001(Lituanie)
- Décision 2001/885/CE- JO L 327 du 12/12/2001(Lettonie)
- Décision 2002/299/CE- JO L 102 du 18/04/2002(Slovaquie)

- Décision 2002/298/CE- JO L 102 du 18/04/2002(République Tchèque)
- Décision 2002/539/CE- JO L 173 du 03/07/2002(Pologne)
- Décision 2002/638/CE- JO L 206 du 03/08/2002(Roumanie)

**DECISION DE LA COMMISSION** du 19 février 2003 (2003/123/CE) confiant à des organismes de mise en oeuvre la gestion des aides en ce qui concerne une mesure de préadhésion en faveur de l' agriculture et du développement rural dans la République Tchèque au cours de la pré-adhésion.

## Rapports Communications et actes préparatoires

**COM(1997) 2000 FINAL.** Agenda 2000: Pour une union plus forte et plus large, Vol I. : "Pour une union plus forte et plus large", Strasbourg, Bruxelles, 15 juillet 1997, 97p. Vol. II: " Le renforcement de la stratégie pré-adhésion", Bruxelles, 15 juillet 1997, 90p.

**COM(1998) 173 FINAL.** Rapport de la Commission au Conseil sur la mise en oeuvre du système européen d'information et de communication forestière (EPICS) établi par le règlement (CEE) n°1615/89 du Conseil.

**COM(2001) 341 FINAL.** Rapport Sapard- année 2000.

**COM(2001) 616 FINAL.** Rapport annuel concernant l'instrument structurel de préadhésion (ISPA) 2000. Bruxelles, le 30/10/2001.

**SEC(2001) 1013 FINAL.** Programmation financière 2002-2006 Rubriques 3 et 4 des perspectives financières, Bruxelles, le 26/06/2001, 14p.

**SEC(2002) 120 FINAL .** Cadre financier commun 2004-2006 pour les négociations d'adhésion, Bruxelles.

**SEC(2002) 95 FINAL.** L'élargissement et l'agriculture: l'intégration des nouveaux Etats membres dans la PAC.

**COM(2002) 434 FINAL.** Rapport Sapard- année 2001.

**COM(2002) 596 FINAL.** Rapport annuel concernant l'instrument structurel de préadhésion (ISPA) 2001. Bruxelles, le 30/10/2002.

**COM(2002) 700 FINAL.** Vers l' UNion élargie: Document et stratégie et Rapport de la Commission européenne sur les progrès réalisés par chacun des pays candidats sur la voie de l'adhésion .

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION** au Conseil et au Parlement Européen sur une stratégie forestière pour l'Union Européenne. COM (1998) 649 du 3 novembre 1998

**ACTES PREPARATOIRES :** Proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à une aide communautaire à des mesures de préadhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats d'Europe centrale et Orientale, au cours de la période de préadhésion. (COM (1998) 153 final).

Commission Européenne, Budget Général de l'Union européenne pour l'exercice 2003, synthèse chiffrée, Bruxelles-Luxembourg, Janvier 2003.

## 2 Le Conseil de l'Union Européenne

### Règlements

**REGLEMENT (CEE) N° 355/77 DU CONSEIL, DU 15 FEVRIER 1977**, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles. (JO L 51 du 23/02/1977, pp1-6)

**REGLEMENT (CEE) N° 3528/86 DU CONSEIL, DU 17 NOVEMBRE 1986**, relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre la pollution atmosphérique

**REGLEMENT (CEE) N° 1612/89 DU CONSEIL, DU 29 MAI 1989**, instaurant des mesures provisoires pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits sylvicoles. ( JO L 165 du 15/06/1989, p6).

**REGLEMENT (CEE) N° 1615/89 DU CONSEIL, DU 29 MAI 1989**, instaurant un système européen d'information et de communication forestière (Efics). ( JO L 165 du 15/06/1989, p12).

**REGLEMENT (CEE) N° 3906/89 du CONSEIL DU 18 DECEMBRE 1989**, relatif à l'aide économique en faveur de la République de Hongrie et de la République populaire de Pologne. (JO L 375 du 23/12/1989, p11)

**REGLEMENT (CEE) N° 1973/92 du CONSEIL DU 21 MAI 1992**, portant création d'un instrument financier pour l'environnement (LIFE). JO n°L 206 du 22/07/1992, p1.

**REGLEMENT (CE) N° 2080/92 du CONSEIL DU 30 JUIN 1992**, instituant un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture. ( JO L 215 du 30/07/1992, pp96-99)

**REGLEMENT (CE) N° 2158/92 du CONSEIL DU 23 JUILLET 1992**, relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. ( JO L 217 du 31/07/1992, pp3-7)

**REGLEMENT (CE) N° 1467/94 du CONSEIL DU 20 JUIN 1994**, concernant la conservation, la caractérisation, la collecte et l'utilisation des ressources génétiques en agriculture. (JO L 159 du 28/06/1994), pp1-10)

**REGLEMENT (CE) N° 308/97 DU CONSEIL DU 17 FEVRIER 1997** modifiant le règlement (CEE) n°2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. (JO L 51 du 21/02/1997, p11-12)

**REGLEMENT (CE) N° 622/98 DU CONSEIL DU 16 MARS 1998** relatif à l'assistance en faveur des États candidats dans le cadre de la stratégie de pré-adhésion et, en particulier, à l'établissement de partenariats pour l'adhésion. (JO L n°85 du 20/03/1998, pp1-2)

**REGLEMENT (CE) N° 1100/1998 DU CONSEIL DU 25 MAI 1998** modifiant le règlement (CEE) n° 1615/89 instaurant un système européen d'information et de communication forestières (EPICS). (JO L n° 157 du 30/05/98)

**REGLEMENT (CE) N° 1257/1999 DU CONSEIL DU 17 MAI 1999** concernant le soutien au développement rural par le Fond européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements

**REGLEMENT (CE) N° 1258/1999 DU CONSEIL DU 17 MAI 1999**, relatif au financement de la politique agricole commune.

**REGLEMENT (CE) N° 1260/1999 DU CONSEIL DU 21 JUIN 1999**, soportant dispositions générales sur les fonds structurels.

**REGLEMENT (CE) N° 1266/1999 DU CONSEIL DU 21 JUIN 1999**, sur la coordination de l'assistance aux pays candidats dans le cadre de la stratégie de préadhésion, et modifiant le règlement (CEE) n° 3906/89 (JO L 161 du 26/06/1999)

**REGLEMENT (CE) N° 1267/1999 DU CONSEIL DU 21 JUIN 1999**, établissant un instrument structurel de préadhésion. (JO L 161 du 26/06/1999)

**REGLEMENT (CE) N° 1268/1999 DU CONSEIL DU 21 JUIN 1999**, relatif à une aide communautaire à des mesures de pré-adhésion en faveur de l'agriculture et du développement rural dans les pays candidats de l'Europe centrale et orientale, au cours de la période de pré-adhésion ( JO L 161 du 26/06/99)

## Décisions et Directives

**DECISION DU CONSEIL DU 29 MAI 1989**, instituant un comité permanent forestier (89/367/CEE). Journal officiel N° 165 du 15/06/1989, p14.

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la de l'Estonie. ( JO L 121 du 14/02/2002, p29)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la République de Bulgarie.( JO L 44 du 14/02/2002)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la République de Hongrie. (JO L 44 du 14/02/2002, p37).

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la République Tchèque. (JO L 44 du 14/02/2002, p20).

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Lettonie. (JO L 44 du 14/02/2002, p45.)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Lituanie (JO L 44 du 14/02/2002, p54.)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Pologne (JO L 44 du 14/02/2002, p72.)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Roumanie (JO L 44 du 14/02/2002, p54.)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Slovaquie (JO L 44 du 14/02/2002, p 92)

**DECISION 2002/83/CE DU CONSEIL DU 28 JANVIER 2002**, concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions de partenariat pour l'adhésion de la Slovénie (JO L 44 du 14/02/2002, p 92)

**DIRECTIVE 79/409/CEE DU CONSEIL DU 2 AVRIL 1979** concernant la conservation des oiseaux sauvages. JO n°L 103 du 25/04/1979, p1-18.

**DIRECTIVE 92/43/CEE DU CONSEIL DU 21 MAI 1992** concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. JO n°L 206 du 22/07/1992, p7-50.

## Résolutions et Conclusions du Conseil Européen

**RESOLUTION DU CONSEIL DU 15 DECEMBRE 1998** relative à une stratégie forestière pour l'Union Européenne

**CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE**, Conseil Européen de Berlin, 24 et 25 mars 1999 (D/99/1)

**CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE**, Conseil Européen de Copenhague 12 & 13 Décembre 2002. (DOC/02/15).

### 3 Le Parlement Européen

#### Règlements et Résolutions

**REGLEMENT (CE) N° 1655/2000 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DU 17 JUILLET 2000** concernant un instrument financier pour l'environnement (LIFE), JO n°L 192/2000, p10.

**REGLEMENT (CE) N° 1980/2000 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DU 17 JUILLET 2000** établissant un système communautaire révisé d'attribution du label écologique.

**REGLEMENT (CE) N° 805/2002 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DU 15 AVRIL 2002** modifiant le règlement (CEE) n° 2158/92 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies

**RESOLUTION SUR LA STRATEGIE FORESTIERE DE L'UNION EUROPEENNE (A4-0414/69).** (JO C 55 du 24/02/97, p22).

#### Rapports et documents de travail

**DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE LA FORET ET DU DEVELOPPEMENT RURAL** du Parlement Européen intitulé: Les forêts dans cinq pays de l'Europe centrale et de l'Est. ( PE 288.346)

**RAPPORT SUR LA STRATEGIE FORESTIERE DE L'UNION EUROPEENNE (A4-0414/69), 18 DECEMBRE 1996**, Commission de l'agriculture et du développement rural, Rapporteur: David E. Thomas.

#### Propositions de règlement

**PROPOSITION DE REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL** modifiant le règlement (CEE)n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre la Pollution atmosphérique. ( COM (2001) 634 final )

**PROPOSITION DE REGLEMENT DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL** modifiant le règlement (CEE)n° 3528/86 du Conseil relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies. ( COM (2001) 634 final )

## 4 Le Comité des Régions

**AVIS DU COMITE DES REGIONS** sur la "communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au comité des régions sur une stratégie forestière pour l'Union européenne" (2000/ C57/16)

**AVIS DU COMITE DES REGIONS** sur la "Note d'information de la Commission: Cadre financier commun 2004-2006 pour les négociations d'adhésion " (2002/ C278/12)

**AVIS DU COMITE DES REGIONS** sur l'"Agenda 2000 :Financement de l'Union Européenne après 1999 compte tenu des perspectives de l'élargissement et des défis du XXIe siècle." (CdR 303/1997fin)



**DOCUMENT DE TRAVAIL – SERIE INTERNATIONALE POLITIQUE  
FORESTIERE ET ECONOMIE FORESTIER / EDITEUR : PROF. FRANZ  
SCHMITHÜSEN, ECOLE POLYTECHNIQUE DE ZURICH, SUISSE**

- 04/2 *Brioude Mathieu*  
La stratégie forestière européenne face à l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale en matière de forêts. Rapport basé sur un Mémoire DESS Environnement et développement sylvicoles (2003) Université Montesquieu Bordeaux IV. (40 pages)
- 04/1 *Schmithuesen Franz*  
Role of Landowners in New Forest Legislation. (16 pages)  
Published in: *Legal Aspects of European Forest Sustainable Development*, 2004; Forestry and Game Management Research Institute, Jiloviste–Strnady / Czech Republic.
- 03/4 *Le Master Dennis C. / Schmithuesen Franz*  
The Forest and Wood Processing Sector in a Global Institutional Perspective. (16 pages)
- 03/3 *Schmithuesen Franz*  
Understanding Cross-Sectoral Policy Impacts - Policy and Legal Aspects. (48 pages)  
Published in: *Cross-Sectoral Policy Impacts Between Forestry and Other Sectors*, Forestry Paper 142 (2003); Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome 2003
- 03/2 *Schmithuesen Franz*  
The Global Revolution in Sustainable Forest Policy: A European Perspective. Pinchot Distinguished Lecture, 2003. (24 pages)  
Pinchot Lecture Series; Washington DC, Pinchot Institute for Conservation.
- 03/1 *Gallardo Gallardo Enrique*  
Regulación de los bosques para la conservación de la diversidad biológica - El caso de Chile. Contribución para el Grupo IUFRO 6.13, Derecho Forestal y Legislación Environmental. (10 pages)
- 02/3 *Schmithuesen Franz / Iselin Georg / Herbst Peter*  
Bibliography - Contributions IUFRO Research Group Forest Law and Environmental Legislation as of September 2002. (35 pages)
- 02/2 *Herrmann Kaspar B.*  
Wahrnehmung und Erwartungen der Bevölkerung in Bezug auf Landschaft und Wald im Pays des Feuillardiens. Parc Naturel Régional du Périgord-Limousin, Frankreich. (24 Seiten)
- 02/1 *Rosset Christian*  
Participants and Participation in the Management of Natural Resources within Forest Users' Groups. A Social-Cultural Study in the Middle Hills of two Districts of Nepal. (38 pages)
- 01/3 *Schmithuesen Franz / Zimmermann Willi*  
The Role of Forest and Environmental Legislation in Sustainable Land Use Practices. Published in: Price, M.; Butt, N., Eds., 2000: *Forests in Sustainable Mountain Development – A State of Knowledge Report for 2000*. (14 pages)  
Published in: *IUFRO Research Series 5*: 401-410; CAB International, Wallingford, UK.

- 01/2     *Zimmermann Willi / Schmithuesen Franz*  
The Importance of Empirical Research on Public Perceptions and Attitudes towards Forests for Participatory Development. (9 pages)  
Published in: Price, M.; Butt, N., Eds., 2000: Forests in Sustainable Mountain Development – A State of Knowledge Report for 2000. *IUFRO Research Series* 5: 176-181; CAB International, Wallingford, UK.
- 01/1     *Schmithuesen Franz / Wild-Eck Stephan*  
Uses and Perceptions of Forests by People Living in Urban Areas: Findings from Selected Empirical Studies. (24 pages)  
Published in: *Forstwissenschaftliches Centralblatt* 119 (2000): 395-408.
- 00/8     *Schmithüsen Franz*  
Communal Forest Tenure in Switzerland: Towards Co-Financing Forest Management Systems. (15 pages)  
Published in: Schmithüsen, F.; Herbst, P.; Le Master, D.C., Eds. 2000: Forging a New Framework for Sustainable Forestry - Recent Developments in European Forest Law. *IUFRO World Series* Volume 10: 315-326; International Union of Forestry Research Organisations, Secretariat, Vienna.
- 00/7     *Cirelli Maria-Teresa / Schmithüsen Franz*  
Tendencias del Derecho Forestal: Europa Occidental. (40 pages)  
*Estudio Legislativo de la FAO en línea* No 10, Junio 2000, Roma  
<http://www.fao.org/Legal/default.htm>
- 00/6     *Schmithüsen Franz / Zimmermann Willi*  
The New Federal Swiss Forest Legislation: Constitutional Competencies, Objectives, Instruments and Policy Actors. (20 pages)  
Published in: Schmithüsen, F.; Herbst, P.; Le Master, D.C., Eds. 2000: Forging a New Framework for Sustainable Forestry - Recent Developments in European Forest Law. *IUFRO World Series* Volume 10: 298-314. International Union of Forestry Research Organisations, Secretariat, Vienna.
- 00/5     *Schmithuesen Franz / Iselin Georg*  
Bibliography 1984-2000 of Contributions from the IUFRO Group Forest Law and Environmental Legislation (35 pages)
- 00/4     *Cirelli Maria-Teresa / Schmithüsen Franz*  
Tendances du droit forestier: Europe Occidentale. (37 pages)  
*Etude juridique en ligne* (2000) # 10; Rome, FAO.
- 00/3     *Seeland Klaus / Schmithüsen Franz*  
Forest Use and Management in the Wider Himalayan Context - Selected Papers. (39 pages)  
Published in: Man in the Forest - Local Knowledge and Sustainable Management of Forests and Natural Resources in Tribal Communities in India, 1-47. *Man and Forest Series*, Nr. 1. New Dehli, D.K. Printworld.
- 00/2     *Schmithuesen Franz*  
Percevoir la forêt et la gestion forestière.  
Publié en: Arnould, P.; Hotyat, M., (edt.), 1999: Forêts et filières bois de l'hémisphère nord. *Ann. Géo*, Nr. 609-610 (1999): 479-508; Paris, Armand Colin. (27 pages)
- 00/1     *Cirelli Maria-Theresa / Schmithuesen Franz*  
Trends in Forestry Legislation: Western Europe. (35 pages)  
Legislative Study Online (2000), No 10; Rome, FAO.
- 99/5     *Rocek Ivan*  
Les opinions des propriétaires forestiers – Résultats d'une enquête en République Tchèque. (50 pages)